

n° 486
FÉVRIER
2020
4,80 €

Silence

LE TEMPS DE LA DÉSObÉISSANCE CIVILE

LES FÉMINISTES ET MARX : ENTRETIEN AVEC SILVIA FEDERICI

OÙ IREZ-VOUS EN CAS D'ACCIDENT NUCLÉAIRE ?



écologie • alternatives • non-violence

Notre ligne éditoriale

Silence porte un projet de transformation de la société dans le sens de la décroissance et de l'écologie sociale. La revue explore les alternatives concrètes et cherche à aborder tout sujet non seulement sous l'angle écologique mais aussi au regard du féminisme, du post-colonialisme, de la non-violence, etc.



La décroissance affirme la radicalité des changements à opérer. Elle s'enracine dans le constat que nous vivons sur une planète aux ressources limitées, sur laquelle une croissance illimitée est illusoire.

Le verdissement du capitalisme ne résoudra pas les problèmes actuels liés au changement climatique, à l'aggravation des inégalités sociales.

À l'échelle de la planète, le désastre écologique est causé avant tout par les plus riches et accable d'abord et surtout les plus pauvres.

Les alternatives au cœur

Les alternatives sont le cœur battant de *Silence*. Chaque numéro en propose une moisson : alternatives à la ville ou aux champs, de toutes tailles et tous types d'activités : transports doux, écoles pas comme les autres, agricultures paysannes, habitats partagés, énergies villageoises, épiceries autogérées, ZAD, lieux de solidarité avec les personnes migrantes, ressourceries, ateliers associatifs... et quantité d'autres. Nous misons d'abord sur le changement par le bas, par la faire, par la reconquête de zones d'autonomie, de partage et de convivialité. *Silence* a également à cœur de cultiver les débats d'idées, les réflexions théoriques, les élaborations d'utopies qui contribuent à la construction de l'écologie politique.

Un média participatif et ouvert aux débats contradictoires

Média militant et engagé, *Silence* n'a aucune prétention à être "neutre" ou "objectif". C'est un média indépendant, sans pub, mais aussi participatif et collectif, dont la plupart des textes sont écrits par des bénévoles. *Silence* ouvre ses pages à des opinions diverses, parfois contradictoires. Sur fond d'une vision partagée du monde, des options divergentes peuvent être défendues et nous n'avons pas vocation à trancher sur tout.

Mettre en pratique les alternatives que nous promouvons

L'association et l'équipe de *Silence* s'essaient à mettre en œuvre les alternatives qu'elles promeuvent et la lutte contre les dominations en leur sein, dans un souci de cohérence entre le dire et le faire. *Silence* a fait le choix de l'écriture inclusive car nous croyons que le masculin universel est l'une des formes de la domination patriarcale dans la langue française.

Vous êtes invité-es à prendre une part active dans cette aventure collective en participant à la rédaction ou à la diffusion de *Silence* !

Retrouvez la revue sur internet :

www.revuesilence.net

LE MOIS DE LASSERPE

INONDATIONS : LE PROBLÈME DES CONSTRUCTIONS EN ZONES INONDABLES



PATRICK BALKANY RESTE EN PRISON



DES GRÈVES DANS TOUS LES SECTEURS



BIENTÔT LA FIN DES PLASTIQUES À USAGE UNIQUE



■ DOSSIER

LE TEMPS DE LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

05 "La désœbœissance civile est l'arme lourde de la non-violence"

On constate aujourd'hui un véritable engouement pour la désœbœissance civile avec la médiatisation des actions d'Extinction Rebellion, notamment. Il est d'autant plus important de mettre au clair ce moyen d'action non-violent pour comprendre ses enjeux en démocratie.

09 Contre les féminicides, les colleuses passent à l'action

En France, une femme meurt tous les deux jours assassinée par son conjoint ou son ex-conjoint. Depuis le 30 août 2019, des centaines de "colleuses" se mobilisent dans tout le pays pour dénoncer les féminicides dans l'espace public.

12 Les écoles parallèles au cœur de la résistance civile au Kosovo

Dans la commune de Gjilan, des plaques commémoratives ont été apposées sur certaines maisons. Ces "maisons-écoles" des années 90 sont de véritables monuments représentatifs de ce que fut le mouvement non-violent albanais au Kosovo.

14 Affichons la désœbœissance civile !

Silence publie une grande affiche présentant de manière illustrée plus de 80 dates qui ont marqué l'histoire de la désœbœissance civile sur les cinq continents. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

■ CHRONIQUES

17 Bonnes nouvelles de la Terre : Pour dépolluer sols et eaux, une solution efficace et écolo : les plantes

20 Chroniques terriennes : L'ambition au pouvoir...

20 Solidarités sans frontières : Vers des jouets produits sans violence ?

23 Jai Jagat 2020 ! : Palabre sous l'arbre

23 L'écologie c'est la santé : Perturbateurs endocriniens : quand la loi sera-t-elle appliquée ?

23 Désarmons ! : Armes : quel contrepoint ?

■ BRÈVES

17 Alternatives • 19 Agriculture • 20 Environnement
22 Climat • 23 Énergies • 23 Nucléaire • 24 Nord/Sud
25 Société • 26 Femmes, hommes, etc. • 26 Politique
27 Santé • 28 Paix et Non-violence • 29 Annonces
30 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres

■ ARTICLES

31 (Re)penser une société non-violente avec Jai Jagat

La marche pour la justice et la paix Jai Jagat, qui relie Delhi à Genève, a débuté en octobre 2019. Ce mouvement, dont Silence est partenaire, a produit un manifeste, qui détaille ses valeurs et invite à repenser la société sous le prisme de la non-violence.

34 Où irez-vous en cas d'accident nucléaire ?

Nos voisins européens s'inquiètent du risque d'accident nucléaire et de ses conséquences. Le danger ne viendrait pas nécessairement de la centrale nucléaire la proche de chez soi. Cet article présente ce que pourraient être les conséquences d'un accident dans la centrale nucléaire du Bugey (Ain).

36 Le salaire : un moyen de lutter contre le patriarcat ?

Figure d'éco-féminisme matérialiste, Silvia Federici revient dans un entretien avec la revue Silence sur son interprétation des écrits de Marx et ses engagements féministes.

40 NeoLoco, des graines écolo

NeoLoco est un projet coopératif qui commercialise les premiers produits normands torréfiés à l'aide d'énergie solaire directe.

48 Des instruments désarmants

Pedro Reyes innove dans la manière de recycler les armes. En chef d'orchestre, il transforme ces objets mortels en instruments de musique. C'est le projet Disarm.



Prochain dossier
Dépasser les discours
de l'effondrement

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 31 décembre 2019.

Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 1^{er} trimestre 2020
- Tirage : 4250 ex. - Impression : Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - Administrateurs : Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur, Pierre Lucarelli - Directrice de publication : Gaëlle Ronsin - Comité de rédaction : Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Manon Salé, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques : Michel Bernard, Amick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwennael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Niils Svahnström, Pinar Selek, Xavier Sérédine - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Lasserpe, Etienne Lecroart, Tanguy Maerten - Correctrices : Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - Photographes : @collages-feminicides, AnRo002, Archivo Pepe Beúnza, Eric Coquelin, Pierre Dalous, Jacques Demarthon, Pierre Desgrieux, DPA, John Harris, Isaline et Véronique, maindruphoto.com, Marta Nascimento, NeoLoco, Pedro Reyes, Stig Nygaard, Via Campesina - Et pour ce n° : Béatrice Blondeau, Alice Bordaçarre, Patrice Bouveret, Jean-Yves Carlen, Coordination Stop Bugey, Monique Douillet, Danièle Garett, Claire Grenet, Isaline, Stéphen Kerckhove, Lorène Lavocat, Nathalie Pelosse, Serge Perrin, François Veillerette, Francis Vergier, Véronique - Couverture : Lecroart - Internet : Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot - Développement supports informatiques : Benjamin Siband - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · Dépositaires, stands et gestion : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · Rédaction : Guillaume Gamblin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC : CCOFPRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

L'exigence de non-violence, le devoir de désobéissance

À partir de quand devient-il nécessaire et légitime de désobéir à des lois établies ?

Lorsque les règles en vigueur ont été adoptées collectivement et dans le respect des minorités, lorsqu'elles sont en accord avec les exigences de justice et les droits humains, économiques, politiques et sociaux, les suivre permet alors de vivre ensemble. Car ce sont elles qui aident à protéger les plus faibles et à établir une égalité de traitement entre tou·tes. Mais lorsque les lois contreviennent aux exigences de justice, ne respectent pas les droits et/ou ont été élaborées sans les personnes et les groupes concernés, elles cessent d'être légitimes.

Quand les moyens de pression classiques pour les modifier ont été épuisés sans résultats, désobéir à des lois injustes devient alors non seulement un droit mais aussi un devoir.

La désobéissance civile est une pratique d'action non-violente collective et politique qui a émergé il y a plus d'un siècle et qui s'est répandue à travers le monde comme une force de contestation puissante face à des lois ou à des régimes niant les droits humains les plus fondamentaux (régime colonial, service militaire obligatoire, inégalité instituée entre les sexes, absence d'accès à la terre, etc.).

Face à l'engouement médiatique que connaît cette pratique actuellement, ce dossier revient sur les fondements de ce mode d'action pour préciser de quoi il est question. (1)

Avec les "colleuses" contre les féminicides et les écoles parallèles au Kosovo, il met en avant des exemples de pratiques de désobéissance civile dans des contextes bien différents : celui de la société française et celui d'un régime dictatorial.

Face à l'urgence écologique actuelle, il nous a semblé important de rappeler que toute campagne d'action, pour exercer sa puissance, nécessite du temps pour se déployer. La volonté d'efficacité doit tenir compte de cette temporalité si elle ne veut pas en arriver à justifier n'importe quels moyens d'action pour obtenir des résultats immédiats.

Guillaume Gamblin

(1) *Silence* avait déjà publié un dossier intitulé "Désobéissance civique" en novembre 2005, à retrouver en téléchargement libre sur le site www.revuesilence.net.

Silence édite fin février 2020 une grande affiche des dates de la désobéissance civile, avec de nombreux partenaires, pour témoigner de la richesse de ce moyen d'action non-violente... et nourrir l'action.



Collages contre les féminicides : des occasions de rencontres pour de nombreuses jeunes féministes.



En octobre 2019, des centaines de militant·es d'Extinction Rebellion ont occupé places et ponts à Paris pour réclamer des actes contre le réchauffement climatique.



Bloquer les avions avec Plane Stupid, c'est réjouissant !



En juillet 2018, des membres d'Extinction Rebellion Québec ont organisé un sit-in et certaines se sont même attaché les mains à travers un tube (arm lock) pour faire gagner du temps au blocage.



▲ Blocage d'une mine de lignite par Ende Gelände (Allemagne) le 26 août 2017.

“La désobéissance civile est l’arme lourde de la non-violence”

On constate aujourd’hui un véritable engouement pour la désobéissance civile avec la médiatisation des actions d’*Extinction Rebellion*, notamment. Il est d’autant plus important de mettre au clair ce moyen d’action non-violente pour comprendre ses enjeux en démocratie.

LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE EST L’UN DES nombreux moyens de combattre une injustice ou une oppression dans le cadre d’une stratégie d’action non-violente. Elle est souvent l’un des derniers maillons utilisés pour peser sur le rapport de forces, dans le bras de fer qui peut opposer une minorité agissante à des institutions ou à des entreprises dont elle dénonce l’action — ou l’inaction.

D’OÙ VIENT LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE ?

“L’expression *désobéissance civile* (civil disobedience en anglais) apparaît pour la première fois en 1866 dans un recueil des œuvres complètes de l’écrivain américain Henry David Thoreau, publié quatre ans après sa mort”, nous apprend Alain Refalo dans la revue *Alternatives non-violentes* (1). Thoreau fut en effet brièvement emprisonné pour avoir refusé de payer l’impôt afin de ne

pas cautionner l’esclavage des Noirs et la guerre contre le Mexique. Il en tira un court récit expliquant qu’il ne faut pas se rendre complice de l’injustice que l’on dénonce.

C’est Gandhi, alors jeune avocat en Afrique du Sud, qui applique pour la première fois la désobéissance civile de masse en tant que stratégie pour lutter contre l’inscription obligatoire de la minorité indienne sur des registres d’identification. En 1906, 2 000 d’entre eux brûlent publiquement leurs livrets, acceptant d’aller en prison. Cette lutte dure jusqu’au retrait du décret raciste en 1912.

LES CRITÈRES DE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Ce sera encore Gandhi puis, plus tard en France, des théoriciens comme Jean-Marie Muller et Alain

(1) Alain Refalo, “La désobéissance civile, une radicalité constructive”, dans l’excellent numéro d’*Alternatives non-violentes* “Éloge de la désobéissance civile”, n° 142, mars 2007, <http://alternatives-non-violentes.org>



Jacques Demarthon

▲ Extinction Rebellion sur le Pont au Change à Paris, lundi 7 octobre 2019.

Refalo, qui apporteront à la désobéissance civile son socle philosophique et politique.

Parler de désobéissance civile, c'est parler de transgresser une loi, une obligation légale ou un règlement que l'on juge injuste, oppressif ou dangereux. Un certain nombre de critères définissent habituellement une action comme relevant de la désobéissance civile.

D'abord, il s'agit d'actions collectives, portées par un groupe ou, exceptionnellement, par une personne, qui lance un mouvement plus collectif visant un but d'intérêt général. Ainsi Pepe Beunza, premier objecteur de conscience politique espagnol en 1971, en pleine dictature franquiste, a inscrit dès le départ son action dans la constitution d'un mouvement d'objection de conscience plus large. Il a été imité d'abord par quelques poignées puis par des centaines de milliers de jeunes appelés avant que le service militaire obligatoire ne soit aboli en 2002.

Il s'agit d'actions publiques dont le but est d'avoir le plus grand retentissement possible, à visage découvert, et qui sont assumées et revendiquées. Toutefois, une part de secret est parfois nécessaire, dans un premier temps, pour réaliser l'action, à l'instar des personnes qui cachent des personnes migrantes ou en situation irrégulière avant de le revendiquer politiquement.

Il s'agit d'une action non-violente, c'est-à-dire qui cherche à respecter les personnes touchées par l'action. La non-violence implique aussi d'essayer d'être en cohérence entre le but recherché — la fin d'une situation d'exploitation, d'une violence sociale, etc. — et les moyens utilisés. Parce que, bien souvent, l'État va vouloir criminaliser les protagonistes de ce type de stratégies, il est très important de rester ferme à la fois sur les moyens employés et sur le discours en termes de non-violence.

La désobéissance civile est une action qui a pour objectif de contraindre l'adversaire. Il ne

s'agit pas simplement de porter un témoignage mais de défier l'autorité établie, et d'établir un véritable rapport de force avec les institutions, les entreprises, etc., auxquelles on s'attaque afin de faire changer une loi ou d'abolir une mauvaise pratique.

Il s'agit enfin d'une action constructive. C'est-à-dire que non seulement on s'oppose à un état de fait que l'on dénonce — invasion publicitaire, danger nucléaire, absence de démocratie réelle, etc. — mais on cherche également à promouvoir et incarner par nos actes une vision alternative et émancipatrice de la société. "Il en va ainsi du refus de l'impôt afin de contrer l'extension du camp militaire du Larzac dans les années 1970, qui a servi à financer la construction de la bergerie de la Blaquièrre", estime Serge Perrin, du Mouvement pour une alternative non-violente (MAN). Vandana Shiva parle de "désobéissance créatrice" (2).

UNE ACTION NON-VIOLENTE N'EST PAS FORCÉMENT DE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE...

Dans tous les cas, la désobéissance civile ne doit pas être confondue avec une action ponctuelle qui serait illégale et sans violence. Elle s'inscrit dans la durée, comme une étape dans la montée en puissance progressive du rapport de forces qui est mis en place.

"La désobéissance civile n'est qu'une des formes de l'action non-violente, explique Serge Perrin, du MAN. Nous constatons que beaucoup d'actions actuelles se revendiquent de la 'désobéissance civile'. Sans critiquer la justesse des revendications, il faut signaler qu'une action directe non-violente ne met pas forcément en œuvre une transgression de la loi. La manifestation est un droit reconnu. Développer des circuits courts dans l'alimentation est un 'programme constructif' qui ne met pas en œuvre une désobéissance civile. Le boycott est une action efficace mais n'est pas

(2) Vandana Shiva, *Pour une désobéissance créatrice*, entretiens avec Lionel Astruc, éd. Actes Sud, 2014.



Archivo Pepe Beúnza

▲ À Lyon, les objectrices de conscience marchent pour soutenir Pepe Beúnza, le premier espagnol à refuser le service militaire dans son pays, le 28 février 1971.

ce que nous appelons de la désobéissance civile. Par contre, emprunter des chaises à des banques ou décrocher le portrait de Macron dans les mairies s'apparente bien à une désobéissance à la loi sur la propriété."

... MAIS TOUTE DÉSOBÉISSANCE CIVILE EST NON-VIOLENTE

"La désobéissance civile est l'arme lourde de la non-violence, qui intervient généralement après de nombreuses autres actions légales ou semi-légales ayant contribué à préparer le terrain avant une campagne d'envergure où l'opinion publique jouera un rôle important" (3), complète Alain Refalo (4). Le but d'une stratégie non-violente est d'agir comme un levier pour fissurer l'injustice que l'on combat. Les activistes sont au départ bien souvent une minorité agissante, et tout l'enjeu est de mobiliser la force la plus importante possible pour actionner ce levier. Cette force est celle de tous les soutiens qui auront été mobilisés et ralliés à la cause. Pour cela, la non-violence est le choix stratégique le plus efficace pour élargir un mouvement, en plus d'être essentielle à sa cohérence éthique (5).

LA DÉMOCRATIE ET LE DROIT DE DÉSOBÉIR

Dans un contexte démocratique se pose la question de la légitimité de la désobéissance aux

lois. Est-ce qu'une minorité peut s'arroger le droit de refuser des lois votées par des représentants élus "à la majorité" ?

"La réponse est à deux niveaux, estime Serge Perrin. La légitimité est souvent apportée par les principes énoncés dans les conventions d'un niveau supérieur à la loi — constitution française, droit international (Déclaration universelle des droits humains, droits de l'enfant, convention de Genève, etc.)" Ainsi, lors des inspections citoyennes de sites d'essais

de missiles nucléaires français à Biscarosse en 2006, les activistes qui pénétraient illégalement dans le terrain militaire déclaraient aux officiers venus les interpellier qu'ils voulaient vérifier si le traité de non-prolifération nucléaire, ratifié par la France, était bien respecté. En se prévalant du respect du droit international, ils avaient légitimité à venir le faire respecter.

"À un second niveau, poursuit Serge Perrin, en démocratie, les lois

peuvent être sujettes à interprétation, d'où les cours de justice pour examiner l'application des lois. Rappelons qu'il y a plusieurs fondements à nos lois : la propriété pour le code civil, le respect des personnes pour le code du travail, la sécurité pour le code de la route, l'environnement pour le code de l'environnement. Ces différentes approches, souvent contradictoires, nécessitent des débats et des décisions politiques pour être arbitrées." Les activistes peuvent donc se prévaloir d'un aspect du droit pour en contester un autre, à l'image des faucheuses d'OGM qui font jouer

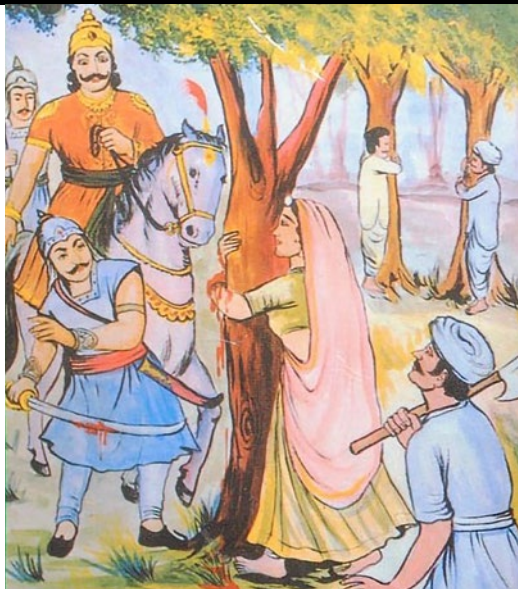
Des objectifs limités et atteignables

La stratégie de l'action non-violente enseigne que les objectifs de l'action doivent être 'précis, limités et atteignables', poursuit Serge Perrin. Lorsque ANV-COP21 s'attaque à une banque pour demander la fin des investissements carbonés, c'est atteignable et il y a eu des résultats tangibles. Lorsque Extinction Rebellion (XR) bloque un pont pour demander un changement de politique énergétique, il est un peu plus difficile d'y répondre rapidement. Néanmoins, le résultat médiatique de l'action de XR, qui est indéniable, permet la sensibilisation et donc l'augmentation du rapport de force pour accélérer la transition écologique."

(3) Telles que la marche, l'action symbolique, l'occupation, la grève de la faim, etc. Le théoricien étatsunien de l'action non-violente Gene Sharp en recense près de deux cents.

(4) Enseignant en Haute-Garonne, militant de la non-violence et initiateur en 2008 du mouvement des enseignants-désobéisseurs.

(5) Peut-être faut-il, comme l'affirme le mouvement Extinction Rebellion, mobiliser 3,5 % de la population pour réussir une révolution non-violente. Mais, au-delà des activistes mobilisés, c'est le soutien de l'ensemble de la société qui va être recherché pour faire véritablement basculer le rapport de force dans la direction voulue.



▲ En 1730 en Inde, Amrita Devi et 363 autres Bishnoïs s'opposent à l'abattage des arbres en les étreignant. Ils et elles seront massacrés par les soldats du maharaja.

le principe de précaution contre le droit à la propriété privée des exploitantes de plantes génétiquement modifiées.

Par ailleurs, il semble important de prendre en compte, dans la réflexion, le fait que nous sommes sous un régime oligarchique (domination des plus riches et des classes sociales supérieures) qui vient largement court-circuiter les mécanismes démocratiques. Cette différence n'invalide pas une stratégie non-violente et de désobéissance civile (qui peut être efficace même sous des dictatures), mais elle entraîne inévitablement une analyse différente des rapports de force et des puissances économiques et sociales sur lesquelles faire porter la pression.

En fin de compte, c'est donc en utilisant une stratégie inclusive du plus grand nombre, claire et aux objectifs atteignables, que les campagnes actuelles de désobéissance civile pourront espérer remporter des victoires importantes pour les enjeux sociaux, écologiques, politiques qui revêtent aujourd'hui un caractère d'urgence. Cela, elles ne pourront le faire qu'en n'ayant pas peur de s'inscrire dans la durée, loin de l'illusion de l'efficacité immédiate. Au-delà de l'apparent paradoxe de cette affirmation, il est en effet important de souligner que toute victoire nécessite un temps politique, social et humain (souvent plusieurs années), si l'on ne veut pas céder à l'illusion souvent sanglante de la baguette magique qui viendrait résoudre immédiatement tous nos problèmes (6).

Guillaume Gamblin ■

L'évolution des thématiques de la désobéissance civile à travers le temps

C'est Gandhi qui a popularisé la désobéissance civile comme moyen d'action radical dans le cadre d'une stratégie d'action non-violente, dans le contexte de l'Inde en lutte pour la décolonisation. D'abord avec sa célèbre marche du sel en 1929, le ramassage d'une poignée de sel au bord de l'océan symbolisant et matérialisant l'autonomie économique du peuple indien par rapport à la puissance coloniale. Puis par le mouvement "Quit India" ("Quittez l'Inde") lancé en 1942, toujours contre le colonisateur britannique.



Depuis la Première Guerre mondiale et durant tout le 20^e siècle, la désobéissance civile s'est beaucoup mobilisée lors de mouvements d'objection de conscience et de lutte contre le militarisme à travers le monde.

Il ne faut pas oublier non plus l'utilisation méconnue de ce type d'actions par des mouvements féministes occidentaux dès la fin du 19^e siècle (grève de l'impôt, présentation illégale aux élections...).

Le débat public et politique sur ce mode d'action apparaît plus particulièrement aux États-Unis dans les années 1960, autour des actions du mouvement des droits civiques avec Martin Luther King, et de l'opposition à la guerre du Vietnam. Des philosophes majeur-es comme Hannah Arendt, John Rawls et Jürgen Habermas la prennent en considération de manière importante dans leurs œuvres de philosophie politique.

La désobéissance civile refait son apparition à la fin des années 1990 lors d'actions de masse à l'occasion de contre-sommets altermondialistes, et fait un retour en puissance en France dans les années 2000 avec des mouvements tels que les *Faucheurs volontaires d'OGM*, les *Déboulonneurs de pub* ou encore le *Réseau Éducation sans frontières*, qui cache des enfants scolarisés et leurs familles face aux menaces d'expulsion du territoire. De nombreux secteurs de la fonction publique (Éducation nationale, EDF, Pôle emploi, Eaux et Forêts...) connaissent dans les années 2000 des mouvements de désobéissance à des ordres ou à des politiques jugés injustes, discriminatoires ou inhumains.

Enfin, la désobéissance civile est une stratégie très utilisée depuis quelques années autour des thématiques écologistes et climatiques par des collectifs tels que *Bizi!*, *ANV-COP 21* et, depuis peu, *Extinction Rebellion*.

(6) Voir à ce propos l'article "Démocratie : le temps de la non-violence", *Silence* n° 412, mai 2013, p. 14.



▲ Des féministes s'organisent spontanément sur les réseaux sociaux pour aller coller la nuit des messages contre les féminicides.

Contre les féminicides, les colleuses passent à l'action

En France, une femme meurt tous les deux jours assassinée par son conjoint ou son ex-conjoint. Depuis le 30 août 2019, des centaines de "colleuses" se mobilisent dans tout le pays pour dénoncer les féminicides dans l'espace public.

ALORS QUE DE NOMBREUX COLLECTIFS et associations dénonçaient l'inefficacité du Grenelle contre les violences conjugales en septembre 2019, les murs d'une cinquantaine de villes ont vu apparaître des collages contre les féminicides. Les premiers ont été réalisés à Paris, sous l'impulsion de Marguerite Stern, une activiste féministe, bientôt rejointe par 80 autres personnes dans la capitale. Les messages qu'elles écrivent en lettres géantes collées sur les murs de la ville rendent visibles les femmes mortes sous les coups de leur (ex-)conjoint. En écrivant leur nom, leur âge et les circonstances de leur meurtre, elles donnent à voir une réalité insoutenable qui reste trop souvent invisible. D'autres phrases dénoncent les mécanismes des féminicides d'une manière plus générale ("*Elle le quitte. Il la tue*").

COMPTAGE DES FÉMINICIDES : DE QUOI PARLE-T-ON ?

Un féminicide, c'est le meurtre d'une femme parce qu'elle est une femme. Ce comptage ne compte que les féminicides conjugaux et exclut les femmes trans, les travailleuses du sexe, les partenaires hors cadre

conjugal, parfois les très jeunes femmes... Ce que rappellent les collectifs de colleuses partout en France, qui précisent que le comptage est mis en avant pour médiatiser les violences conjugales, mais qu'il ne saurait être question d'exclure de la communauté des femmes à défendre celles qui sont tuées dans un autre contexte que celui de la violence strictement conjugale. Les violences sont innombrables : 149 féminicides conjugaux 2019, mais plus de 200 000 victimes de violences conjugales, 800 000 victimes d'insultes sexistes, 3 millions de femmes qui subissent une drague lourde dans l'espace public, 1 million de femmes harcelées, plus de 90 000 femmes victimes de violences sexuelles chaque année.

UN MODE D'ACTION PERCUTANT

À la différence d'un rassemblement ou d'une manifestation, également nécessaires, ces phrases choc, répétées de mur en mur, restent dans l'espace public, suscitant la possibilité d'une réflexion. Sans être le plus spectaculaire qui existe, ce mode d'action percutant permet de marquer au quotidien un grand nombre de personnes. Surtout, ces actions spontanées ont permis



Toutes les photos de cette double page : Instagram : @colleges-feminicides



la rencontre, parfois éphémère, parfois suivie, de centaines de personnes féministes. Activistes plus aguerries et nouvelles arrivées confrontent dans la pratique leurs visions politiques, s'enrichissent et affinent leurs discours. Après plusieurs mois de mobilisations, chaque collectif développe des liens d'entraide et de solidarité spécifiques. Tous participent de cette volonté de dénoncer les conditions du maintien d'un contexte social, économique et politique qui fragilise et expose toutes les femmes aux violences.

Les collectifs de colleuses (parfois mixtes, comme à Brest) se sont multipliés dans de nombreuses villes françaises. Le 3 novembre 2019, le même message *"Féminicides : état coupable, justice complice"* a été collé sur les murs de 27 tribunaux (1). L'objectif était de pointer du doigt la responsabilité de l'État, de la justice et de la police dans les féminicides et d'exiger des actions de leur part. *"Par son inaction, l'État est coupable. Par son inefficacité, la justice est complice."*

"NOUS AVONS COLLÉ NOIR SUR BLANC LA VÉRITÉ SUR LEURS MURS"

La police, elle, a réagi... en embarquant certaines d'entre elles pour des interrogatoires ou des gardes à vue. Les colleuses ont répondu qu'elles souhaiteraient une réactivité similaire pour protéger les femmes victimes de violence. Nous sommes ici au cœur de la stratégie de la désobéissance civile : par des actions sans violence, à visage découvert, dénonçant les violences subies, les activistes mettent les forces de l'ordre, la justice et l'État face à un dilemme : soit ils les répriment et s'exposent à l'opprobre du public pour une répression injuste, soit ils les laissent agir, ce qui est une manière de leur donner raison. *"Nous déplorons n'avoir pas d'autre choix que d'entrer dans l'illégalité pour espérer nous faire entendre. Nous nous trouvons dans l'obligation de prendre la parole pour toutes celles qui ne le peuvent plus. Nous sommes révoltées de devoir crier notre colère dans toutes les rues de France pour alerter sur l'inertie des pouvoirs publics"*, déclarent les activistes dans un communiqué commun après les actions du 3 novembre. *"Il est temps que la France honore les mortes et protège les vivantes."*

Guillaume Gamblin et Martha Gilson ■

(1) Notamment à Aix-en-Provence, Angers, Annecy, Antibes, Béziers, Bordeaux, Caen, Châlons-en-Champagne, Cholet, Grenoble, Lyon, Marseille, Nantes, Nice ou encore Périgueux.



▲ Du temps des écoles parallèles, pas toujours de chaises ou de bureaux, mais des jeunes concentrées !

Les écoles parallèles au cœur de la résistance civile au Kosovo

Dans la commune de Gjilan, des plaques commémoratives ont été apposées sur certaines maisons. Ces "maisons-écoles" des années 90 sont de véritables monuments représentatifs de ce que fut le mouvement non-violent albanais au Kosovo.

PIERRE ANGULAIRE DE LA RÉSISTANCE, les écoles parallèles s'inscrivent au cœur de la mobilisation massive de la population kosovare, majoritairement albanaise, opposée à la politique coercitive et répressive du dictateur serbe, Slobodan Milosevic.

LE KOSOVO DANS LA SERBIE DE SLOBODAN MILOSEVIC

Le gouvernement serbe décide d'abolir l'autonomie du Kosovo en 1989. Il occupe militairement cette ancienne province de Yougoslavie, licencie massivement les ouvri-ères, écarte des administrations nombre de fonctionnaires, interdit l'usage de la langue majoritaire albanaise dans le système scolaire, empêche l'accès aux hôpitaux aux Kosovar-es albanais-es, pourtant majoritaires à 90 %. Toute une part de la population perd ses droits. Discriminé-es, les Albanais-es auraient dû s'exiler, mais une grande part de la population demeure sur place, relevant la tête, s'organisant.

LA CRÉATION D'INSTITUTIONS ALTERNATIVES

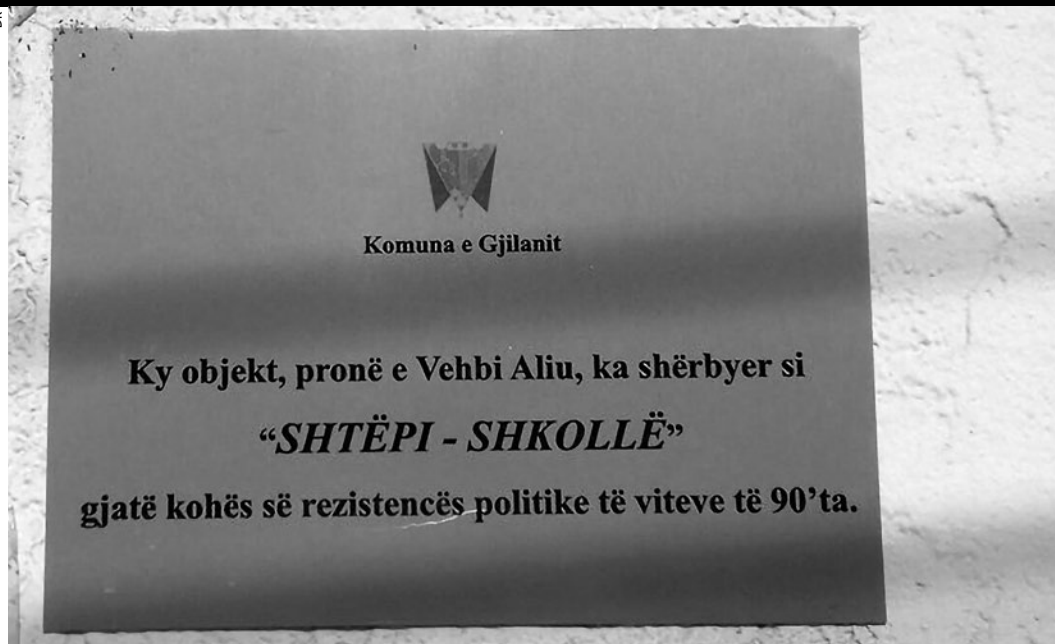
Les Albanais-es kosovar-es choisissent l'un des leurs comme président lors d'élections illégales aux yeux de

Belgrade. En 1991, ils organisent un référendum clandestin proclamant la République du Kosovo. En 1992, Ibrahim Rugova est élu président de cette République non reconnue par la Serbie. Le peuple se range à sa politique résolument non-violente durant près d'une décennie avant que la donne ne change sur le terrain, voyant l'émergence d'un mouvement armé à la fin des années 90.

Cet homme, Ibrahim Rugova, universitaire renommé, président de la *Société des écrivains*, prend la défense d'un peuple sur lequel pèsent les pires menaces. Il demeure, tout au long de son parcours, fidèle à ses principes de non-violence et de tolérance, luttant pour un Kosovo indépendant et multi-ethnique.

Face à un régime surpuissant sur les plans militaire et policier, le parti qui se constitue autour de Rugova opte pour une résistance asymétrique, pragmatique, fondée sur des valeurs humanistes. Mais tandis que, dans la plupart des pays du bloc de l'Est, les peuples se libèrent pacifiquement du joug totalitaire, la Yougoslavie s'enfoncé dans la guerre et l'horreur de la purification ethnique en Croatie, en Bosnie. Au Kosovo, le mouvement non-violent, à force de patience et de persévérance, empêche l'ouverture d'un nouveau front de guerre dans le sud des Balkans. Le principe de non-coopération guide cette résistance qui ne reconnaît plus l'autorité de Belgrade.





◀ Photo d'une plaque commémorative (en langue albanaise) apposée sur une "maison-école" à Gjilan. Il est intéressant de remarquer qu'il est fait mention de "résistance politique" pour qualifier la période de la résistance non-violente. La traduction donne à peu près ceci : "Cet édifice appartenant à M. Vehbi Aliu a servi de maison-école du temps de la résistance politique dans les années 90".

Sur le terrain, le fossé ne cesse de se creuser entre les communautés serbe et albanaise, chacune vivant dans sa propre sphère économique, politique et sociale. Les institutions albanaises parallèles subissent évidemment, tout au long de ces années, attaques, déstabilisation, répression. Au printemps 1990, 7 000 élèves sont empoisonnés avec des substances d'origine militaire. Néanmoins, les institutions parallèles tiennent fermement, ne se déparant pas de l'esprit de non-coopération, de boycott des élections officielles. Ainsi coexistent de manière inégale deux populations, et deux États s'établissent sur un même territoire.

Avec leurs écoles, leur propre système de santé à travers un réseau de dispensaires animé par l'association *Mère Térésa*, leur organisation politique, leur financement (par l'impôt "volontaire" de 3%), les institutions albanaises font leur lit dans l'espace vide dans lequel elles ont été jetées.

UN SYSTÈME D'ÉCOLES PARALLÈLES

Plus de 400 000 élèves sont scolarisés du primaire à l'université dans des bâtiments ou des maisons privées, encadrés par 20 000 enseignant-es. En certains lieux, la cohabitation est vécue dans l'indifférence. Ailleurs, les menaces ou attaques nécessitent de changer de lieu d'éducation. On y entre et on en sort discrètement, par petits groupes. Les cours ne durent pas longtemps. Il y a des rotations fréquentes et journalières. Le mobilier, les livres manquent. On utilise des chaises en guise de table pour écrire, à genoux sur des tapis. L'organisation des écoles parallèles a créé puis imprimé les programmes et les diplômes, formé ses propres enseignant-es. Des familles ont mis leurs propres maisons à la disposition de la résistance. Certains enseignant-es ont été arrêtés-es, torturés-es, tués-es.

Pour l'organisation de la résistance, il était crucial de ne pas laisser la jeunesse entrer dans

des processus violents qui auraient justifié une répression accrue. Chaque région a organisé son système. Pour Rugova, il était important que cette organisation soit décentralisée.

UNE DÉSOBÉISSANCE CIVILE SYSTÉMATIQUE AUX AUTORITÉS ILLÉGITIMES

Dès la suppression de l'autonomie au Kosovo, le mouvement de résistance boycotte tous les rendez-vous électoraux officiels avec la Serbie. Dès juillet 1990, les Kosovars albanais refusent de prendre part aux élections législatives en Serbie. Les actes de désobéissance civile se multiplient jusqu'à la systématisation (non-participation aux élections serbes et fédérales, refus d'intégrer les programmes scolaires de la Serbie, actes répétés de désertion, refus de participer aux guerres de Croatie et de Bosnie dans les rangs de l'armée fédérale). Cela pousse la résistance vers une lutte séparatiste qui mène le Kosovo à l'indépendance en février 2008.

Pour les enseignant-es, véritables acteurs et actrices de la résistance civile de cette époque, la liberté était au bout de leur combat. La résistance civile du Kosovo reste dans l'histoire des luttes un cas exemplaire de mobilisation populaire.

Jean-Yves Carlen

Membre du MAN Centre Alsace ■

Jean-Yves Carlen vient d'éditer un recueil intitulé Le secret de Blerim et autres nouvelles, corpus regroupant des récits sur le Kosovo d'hier et d'aujourd'hui. En version bilingue français-albanais, au prix de 12€ (port compris) il est disponible auprès du MAN Centre Alsace, 34 rue de la gare, 68500 Merxheim, man.centre.alsace@gmail.com. Les ventes servent à financer les actions du groupe au Kosovo.

Le groupe du MAN (*Mouvement pour une alternative non-violente*) de Centre Alsace poursuit toujours des actions de coopération dans la commune de Gjilan au Kosovo. Ses membres travaillent au renforcement des capacités de la société civile à travers diverses actions. Lors de leur dernier déplacement, ses membres ont animé une session sur la résolution des conflits au bénéfice du conseil des jeunes de Gjilan, recueilli des témoignages et rassemblé des documents sur les fameuses "maisons-écoles". Un écrit est en préparation.

Pour aller plus loin

■ Ibrahim Rugova, *le frère colosse du Kosovo*, Jean-Yves Carlen, Stève Duchene, Joël Ehrhart, éd. Desclée de Brouwer, 1999

■ *Intervention civile de paix — une expérience au Kosovo. Équipes de paix dans les Balkans, 1999-2011*, Martine Dufour, éd. du MAN, 2013

Affichons la désobéissance civile !

Silence publie une grande affiche présentant de manière illustrée plus de 80 dates qui ont marqué l'histoire de la désobéissance civile sur les cinq continents. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

Acheter cette affiche, c'est aussi soutenir Silence !

Pour la commander (format A1, couleur), pour soi ou pour l'offrir à son entourage, merci d'envoyer 9 € (7 € + 2 € de frais de port) à : Silence, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 4, tél. : 04 78 39 55 33, www.revuesilence.net. De 4 à 9 exemplaires : 4 € de frais de port. Dix exemplaires et plus : frais de port offerts.

ON Y RETROUVE DE GRANDES DATES historiques comme la marche du sel de Gandhi et la lutte des paysans du Larzac, des mobilisations récentes telles que les campagnes pour le climat d'ANV-COP 21 ou celles des mouvements antipub et anti-OGM, mais également de nombreuses actions moins connues et qui entrent en résonance avec l'esprit de *Silence*.

Pour réaliser ce travail, nous avons demandé à des personnes et organisations engagées dans la non-violence active et la désobéissance civile d'apporter leurs

contributions. Le résultat est un bel objet foisonnant qui peut s'afficher chez soi ou servir de base de discussion et de formation.

Les dates qui suivent offrent quelques exemples de la diversité des actions de désobéissance civile que cette affiche tout en couleurs donne à connaître. En espérant que le résultat vous apportera autant de plaisir et d'intérêt que nous avons eu à la réaliser !

Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Danièle Garet, Martha Gilson, Claire Grenet et Serge Perrin ■



1880, France

Hubertine Auclert et la grève féministe de l'impôt

Hubertine Auclert (1848–1914) est une militante féministe française. Elle s'engage pour la conquête des droits civils et civiques pour les femmes par la révision du code Napoléon et fonde notamment en 1876 la société *Le Droit des femmes*, qui soutient le vote pour les femmes. Dans ce cadre, elle entame en 1880 une grève de l'impôt en défendant l'idée que, faute de droits civils et civiques, les femmes ne devraient pas être imposables. Cet acte de désobéissance à la loi établie au nom d'une exigence d'égalité et de justice qui lui est supérieure n'est que l'un des nombreux combats qu'elle mène durant son existence, et rejoint d'autres actes de désobéissance menés par des féministes à la même époque, en Grande-Bretagne et aux États-Unis notamment.



1945 – 1946, Allemagne

Nuremberg, le procès de l'obéissance

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale se tient le procès de Nuremberg, chargé de juger les principaux responsables et dirigeants du régime nazi qui a mené une politique d'extermination et de génocide envers les populations juives, tziganes, les personnes homosexuelles ou atteintes de maladies mentales notamment.

Intenté contre 24 responsables du III^e Reich, il constitue la première application d'une juridiction pénale internationale. Adolf Eichmann y est jugé, et, pour sa défense, argue n'avoir fait que son devoir en obéissant à des ordres supérieurs. Sa condamnation par les juges remet en cause la vertu d'obéissance, affirmant la possibilité de refuser l'autorité, et l'importance du courage de désobéir.

Quelques années plus tard, la philosophe Hannah Arendt en tirera des réflexions sur "la banalité du mal" liée à l'obéissance aux hiérarchies.

"L'histoire nous apprend que la démocratie est beaucoup plus souvent menacée par l'obéissance aveugle des citoyens que par leur désobéissance, estime Jean-Marie Muller dans son Dictionnaire de la non-violence (éd. Le Relié). L'obéissance à la loi ne dégage pas le citoyen de sa responsabilité. La démocratie exige des citoyens responsables et non pas des individus disciplinés. (...) Ce qui fait l'injustice, ce n'est pas tant la loi injuste que l'obéissance à la loi injuste."

1975 – 1980, France

Grève des loyers dans les foyers Sonacotra

En 1974 puis en 1975, la *Sonacotra*, organisme qui administre des foyers d'hébergement pour travailleurs immigrés célibataires dans toute la France, augmente de 15 % le prix des loyers de ses 60 000 résidents. Ceux-ci vivent dans des demeures exiguës (6 m² par personne, à peine un WC par étage), avec un règlement intérieur très restrictif et des directeurs souvent issus de l'armée.

En 1975, le foyer Romain-Rolland de Saint-Denis, qui regroupe onze nationalités, refuse de payer la redevance. Le mouvement s'étend et en septembre 1975 naît une coordination de cinquante foyers en grève. Le comité de coordination réclame une modification radicale du règlement intérieur et une diminution de la redevance.

"Les résidents ont choisi de désobéir: ils tiennent réunions sur réunions et ont opté pour une stratégie qui exclut la violence (autodiscipline, interdiction de l'alcool, des mises de jeu...) face au climat d'insécurité (meurtre et attentats) entretenu par des gérants ou des hommes de main de la Sonacotra qui manient la délation, paient des provocateurs pour casser du matériel et créent des 'groupes d'autodéfense', en fait de véritables commandos de choc."

La grève déteint sur d'autres foyers et, selon le comité de coordination, quarante mille résidents refusent de payer. La redevance augmente de nouveau en juin 1978, les procès contre les résidents se multiplient. La grève des loyers réunit 80 nationalités. Elle permet d'assouplir le règlement de nombreux foyers, et le pouvoir finit par reculer sur les expulsions.



Années 1970, États-Unis

Des jardins communautaires occupés à New York

Deux types de mouvements convergent dans un New York en crise : les "guérillas vertes", conduites par des artistes qui médiatisent le geste de jeter des "bombes de graines" dans des terrains laissés en friche, et l'occupation de terrains vagues par des groupes de personnes pauvres pour y jardiner. Au fil d'années de batailles, ces actions entrent peu à peu dans la légalité, formant aujourd'hui les *Community Gardens*. Par ces occupations d'espaces, les plus précaires mettent en pratique, sans attendre qu'on leur en donne l'autorisation, les droits qu'ils et elles revendiquent et l'alternative constructive qu'ils et elles souhaitent mettre en place.





John Harris



Via Compesino

Années 1980, États-Unis et Grande-Bretagne

Des camps de femmes pour la paix

À Seneca, aux États-Unis, et à Greenham Common, en Grande-Bretagne, des campements féministes s'installent aux abords de sites de missiles nucléaires. Les militantes, pacifistes, font tout pour gêner les opérations militaires et protestent à la fois contre les guerres, le nucléaire, les sociétés patriarcales qui les génèrent. À Greenham Common, en Angleterre, le camp débute en 1981, et les missiles nucléaires quittent la base en 1991. Mais le camp reste actif jusqu'en 2000, afin d'édifier sur place un mémorial et de continuer à protester contre le programme militaire britannique. Sarah Hipperson, l'une des quatre dernières femmes à lever le camp, en est l'une des fondatrices et elle y a séjourné depuis le début, dix-neuf ans auparavant.

1984, Brésil

Occuper des terres pour les travailler

Dans un pays où 1 % des propriétaires terriens possèdent la moitié des parcelles agricoles, des millions de paysans et de paysannes travaillent sous la dépendance des agro-industriels. Un système d'exploitation hérité de l'ère coloniale. C'est dans ce contexte que naît en 1984 le *Mouvement des travailleurs ruraux sans terre du Brésil (MST)*. Ses membres s'organisent sous la forme d'occupation de terres sur lesquelles ils et elles établissent des campements précaires et revendiquent l'application de la réforme agraire telle qu'elle est inscrite dans la Constitution brésilienne. Malgré la répression, le MST a déjà permis l'accès à la terre de plus de 350 000 familles paysannes, à l'issue de luttes sur le terrain (occupations massives de terres délaissées) et dans les tribunaux. Aujourd'hui présent dans 24 États sur 26, il s'est progressivement engagé dans une lutte beaucoup plus large pour la justice sociale.

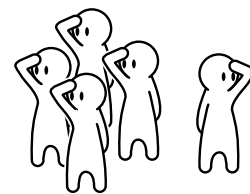


BR

2005, Grande-Bretagne

Bloquer les avions pour protéger le climat

Le mouvement écologiste *Plane Stupid* focalise son attention sur les effets climatiques de l'aviation de masse. Il lutte contre le développement du transport aérien et notamment contre les projets d'extension d'aéroports tels que celui de Heathrow. Le collectif organise des blocages d'avions, en se couchant en masse sur le tarmac pour les empêcher de décoller.



Pour dépolluer sols et eaux, une solution efficace et écolo : les plantes

Certains communes optent pour des filtres végétaux pour capturer les polluants des eaux et des sols. Ainsi, poudre de racine de menthe et de renouée font bien l'affaire pour dépolluer la cascade de la commune de Saint-Laurent-le-Minier (Gard), abritant l'ancienne plus grande mine de zinc d'Europe. Des techniques émergentes mais déjà convaincantes.

Goutte à goutte, l'eau glisse dans des filtres remplis d'une poudre grisâtre, "de la racine de renouée du Japon broyée et séchée", précise Armelle, toute de blouse blanche vêtue. Installé dans un conteneur au milieu des châtaigniers, son petit laboratoire pompe le flot d'une cascade. Depuis plus de trente ans, une usine de traitement à la chaux épure les centaines de litres qui suintent en continu des galeries minières. Générant des tonnes de boues toxiques, dont les industriels ne savent plus que faire. Mais une solution pourrait bien sortir du conteneur d'Armelle. La jeune femme observe le mince filet qui s'écoule de ses filtres végétaux : "L'eau qui sort n'est plus polluée, indique-t-elle, car la plante absorbe les métaux".

"Même mortes et broyées, les racines gardent leur capacité d'absorption"

"Les systèmes racinaires des plantes aquatiques sont adaptés à vivre dans l'eau, où les nutriments sont très dilués", explique Claude Grison, directrice du laboratoire de chimie bio-inspirée et innovations écologiques du CNRS, à l'origine du projet. "Elles ont donc une structure physico-chimique qui leur permet de capter un maximum de nutriments". Comme les métaux ressemblent aux nutriments, ces végétaux assimilent aussi les polluants.

"Chaque espèce a sa spécialité", précise la chercheuse. C'est ce qu'on appelle une phytotechnologie. Mais ces techniques restent peu employées, en raison notamment d'un manque de retour d'expérience. Pourtant, les besoins sont là : notre pays compte plus de 310 000 sites industriels, en activité ou non, dont certains génèrent des pollutions importantes en hydrocarbures, métaux lourds ou solvants.

"On s'est rendu compte que même mortes et broyées, les racines gardaient leur capacité d'absorption", explique la chimiste. Une bonne nouvelle, car il est bien plus aisé de dépolluer des milliers de mètres cubes d'eau avec de la poudre végétale qu'avec des plantes vivantes en grande quantité.



Jeunes pousses de renouée du Japon.

Un système vertueux

Le chemin s'annonce encore long afin de créer une filière viable mais une première pierre a été posée : dans le conteneur d'Armelle, à Saint-Laurent-le-Minier, un prototype capable de traiter 7 m³ par heure est en cours de test. Le maire suit de loin les essais en cours, avec un espoir, "trouver une solution durable" pour remplacer le système de traitement à la chaux.

"La pollution n'est pas une fatalité, on peut transformer un cercle infernal en démarche positive", croit Claude Grison. "Les plantes pleines de métaux peuvent servir de catalyseurs pour les réactions chimiques", explique-t-elle. Une fois broyées et passées par un traitement thermique qui élimine la cellulose – "sans aucun inérant", assure la scientifique – les racines ou feuilles donnent une "poudre activée" qui permet de booster la fabrication de produits cosmétiques, pharmaceutiques ou même plastiques.

En partenariat avec: www.reporterre.net

Reporterre
LE QUARTIER DU PROGRES

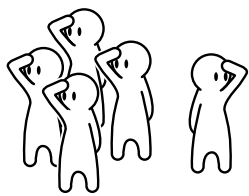


» Suisse

Ouverture à venir d'un supermarché participatif paysan à Meyrin

En 2014 est créé l'éco-quartier des Vergers, à Meyrin, en Suisse. Près de 3 000 habitant-es y résident aujourd'hui. Ces dernières ont eu l'idée de développer une alternative à la grande distribution, afin de promouvoir une alimentation saine et locale et qui appartienne à celles et ceux qui produisent et consomment : c'est la naissance de la coopérative La Fève. Depuis juin 2018, en attente de locaux plus grands, une épicerie nommée "la mini-fève" a ouvert. Les prix sont fixés annuellement, entre les productrices et la coopérative. La Fève prend 20 à 25 % sur chaque produit, le reste va aux productrices. Un supermarché participatif plus grand devrait voir le jour d'ici 2020/2021.

♦ Supermarché participatif paysan, 6 rue des Arpentiers, 1217 Meyrin, Suisse, info@spp-vergers.ch



Alternatives

Médias



♦ **Socialter**, "Les ennemis de l'écologie", n°38, décembre 2019 - janvier 2020, 6,50 €.

Un dossier intéressant qui revient sur les argumentaires anti-écologistes pour les comprendre et les déconstruire, mais aussi qui pointe les responsables du désastre écologique actuel :

industrie pétrolière, agroalimentaire, politiques libérales, etc. "Les véritables ennemis de l'écologie sont peut-être les utopies de 'durabilité' et de 'transition écologique', et de tous ces faux dispositifs qui font croire que l'on prend en compte le problème environnemental alors qu'ils ne règlent rien".



♦ **Alternatives non-violentes**, "Sois jeune et tais-toi ? Sûrement pas !", n°93, décembre 2019, 8,50 €. Un numéro réjouissant qui met en lumière les divers engagements de la jeunesse, pour le climat

comme pour une société plus juste. La non-violence semble être un outil privilégié par cette nouvelle génération pour faire entendre sa voix, et c'est tant mieux !



♦ **Politis**, "Féminismes, les nouvelles voix", n°1582-83-84, du 19 décembre 2019 au 8 janvier 2020, 4,80 €. Pour son dernier numéro de l'année, l'hebdomadaire fait la part belle au renouveau des collectifs et des modes d'action féministes. C'est aussi le premier numéro

de la revue en écriture inclusive. Le système de la retraite à points est par ailleurs analysé et présenté comme une évolution régressive pour le droit des travailleuses... et surtout des travailleuses.



♦ **L'Âge de faire**, "Le soleil donne", n°147, décembre 2019, 2 €. C'est une thématique chère à *Silence* qui est joliment développée dans ce numéro. Compagnon fidèle mais imprévisible, le soleil est source de vie. Retours sur l'énergie solaire qui permet la cuisson des aliments et le chauffage, mais aussi sur nos

rythmes de vies malheureusement de moins en moins liés à l'astre solaire.



♦ **Débit Planète**, janvier 2020, n° pilote, gratuit. Nouveau venu de la presse libre en Ardèche, ce journal se photocopie et se diffuse au gré des envies. Les prochains numéros seront vendus 1 euro. Dans le numéro pilote, vous trouverez un article qui revient sur les listes citoyennes sur le bassin d'Aubenas. Bienvenue au petit nouveau !

» Ardèche

La ressourcerie ECATE

L'association à but non lucratif ECATE (*Études, Conseils, Aide par le Travail dans l'Environnement*) œuvre pour l'insertion par l'activité économique grâce à une ressourcerie. C'est un centre de récupération, de valorisation, de revente et d'éducation à l'environnement. La ressourcerie collecte les objets/déchets pour lesquels on peut envisager le réemploi directement ou après une "remise en état" en atelier. Ces objets sont ensuite revendus, ce qui permet d'assurer une part de ressources propres à la structure pour permettre la pérennité des emplois.

♦ 14 rue Marius-Vincent, 07700 Bourg-Saint-Andéol, ressourcerie.ecate@orange.fr



» Ile-et-Vilaine

Le Verger des voisins



Le Verger des voisins est un espace d'expérimentation agricole collectif, qui a vu le jour grâce à un collectif d'habitants qui a décidé, en 2017, de racheter une parcelle agricole pour éviter qu'elle devienne un champ de maïs traité, et pour se lancer un défi : la définition d'un projet de "faire ensemble". Résultat : les projets ne manquent pas ! Une balade gourmande, un lieu agréable où l'on a envie de flâner, de picorer et d'expérimenter, de mettre les mains dans la terre et au passage replanter quelques arbres !

♦ Le-Bas-Verger, 35850 Langan

» Manche

Lutte contre la surconsommation à Saint-Lô

La boutique sans sous est une association fondée par Wilfried Caruel, à Saint-Lô, en Normandie. Elle se bat pour redonner une seconde vie à des objets inutilisés. Le principe est simple : les personnes n'ayant plus usage d'un objet peuvent l'apporter à La boutique sans sous, qui le redonnera gratuitement à d'autres habitant-es. Cela se base sur des valeurs de création de lien social, d'économie circulaire et d'écologie. L'équipe est composée de cinq membres, toutes et tous bénévoles. Pour l'instant, l'association ne dispose pas de locaux propres, mais recherche un lieu où s'installer durablement dans la commune. En attendant, elle tient des stands dans de multiples événements à Saint-Lô.

♦ Informations : <https://boutiquesanssous.weblib.re/>, Contact : wilfried18@disroot.org

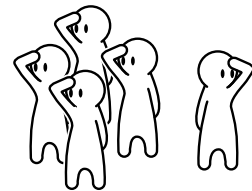


» Loiret

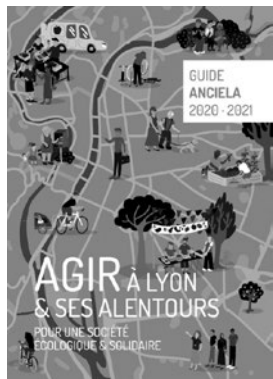
Une maison de la Transition à Châteauneuf-sur-Loire

En février 2012 est créée à Châteauneuf-sur-Loire, commune de 8 000 habitant-es, l'association *Châteauneuf-sur-Loire en transition*. Cette dernière s'est fixé comme objectif de "favoriser une dynamique locale en vue de se préparer à la raréfaction des ressources et à ses conséquences, dans l'esprit du mouvement des villes et territoires en transition". Pour ce faire, l'association a ouvert une maison de la Transition en plein centre. On y trouve un café solidaire, un atelier de réparation et un espace de co-working. Une épicerie bio, locale et zéro déchet est en projet. Le lieu accueille la monnaie locale, le Passeur, et une AMAP. L'association fonctionne selon un modèle de démocratie participative et compte environ 750 adhérent-es à ce jour.

♦ Contact : transition.csl@gmail.com, 9 place de la Halle-Saint-Pierre, 45110 Châteauneuf-sur-Loire



» Agir à Lyon et ses alentours Guide Ancielia 2020-2021



L'association Ancielia travaille depuis plusieurs années à Lyon à la mise en lien et à la vitalisation du monde associatif local, autour de valeurs proches de celles de *Silence*. Elle publie la deuxième édition de son guide "pour une société écologique et solidaire", qui constitue une véritable mine pour toute personne intéressée, en vrac, par l'agriculture vivante, le faire soi-même, la biodiversité, la protection animale, le climat, le zéro pollution, la transition énergétique, le zéro déchet, l'entraide, l'engagement, etc. À chaque sous-thématique son zoom sur une initiative (de la *Bergerie urbaine* à la *Trucothèque*) et sa liste détaillée d'adresses commentées. Une cartographie très complète pour s'engager à Lyon.

♦ Éd. Ancielia, 2019, 372 p., gratuit.

Envie d'écrire autour du jardin ou de l'écologie ?

À l'occasion de ses 40 ans, en 2020, *Terre vivante*, éditeur d'écologie pratique, lance un concours de nouvelles sur des thèmes qui lui sont chers : le jardin ou l'écologie. Les amatrices et amateurs d'écriture peuvent participer au concours "Crayon, planète et grelinette" et le genre et le style sont libres : polar, science-fiction, poésie, comédie... Les nouvelles devront contenir le nombre 40 et cinq mots parmi les suivants : *asticot, blob, essence, fraise, grelinette, planète, plastique, ravageur, roulotte, rutabaga, solaire, transition, vélo, zeuzère* et une expression du jardin - tirée du "Calendrier 2020 du potager bio" de *Terre vivante*. Trois nouvelles seront primées ! Les nouvelles seront réceptionnées entre le 1^{er} février et le 1^{er} avril 2020.

♦ Les modalités complètes sont spécifiées dans le règlement, disponible sur demande à concours@terrevivante.org ou au 04 76 34 80 87, www.terrevivante/concours-nouvelles-2020, Terre vivante, Domaine de Raud, 38 710 Mens.



Agriculture



Fin du broyage des poussins mâles ?

Fin octobre 2019, le ministre de l'Agriculture a annoncé l'interdiction du broyage systématique des poussins mâles, d'ici 2021. En effet, ces derniers sont tués, car pas rentables pour l'industrie. L'alternative privilégiée au broyage est la spectrométrie : il s'agit de trier les embryons avant même leur éclosion. Mais cette "solution" annoncée reste dans une logique de production industrielle, basée sur une utilisation toujours plus grande de la technologie... Quel respect du bien-être animal dans tout ça ? De plus, le gouvernement va-t-il tenir sa promesse ? Le ministre de l'Agriculture allemand avait également déclaré l'interdiction du broyage en 2017, mais était ensuite revenu dessus, arguant du fait que les élevages iraient s'installer ailleurs si cette loi devenait effective.



Retour des OGM au Kenya

Les OGM sont interdits au Kenya depuis 2012. Pourtant, le 19 décembre 2019, le gouvernement a autorisé la commercialisation du coton BT, une variété créée par *Monsanto*. Selon les autorités kényanes, ce coton "doit permettre aux fermiers d'obtenir de meilleurs revenus grâce à une augmentation de la production". Pour l'instant, les autres pays africains semblent réticents à se lancer dans la culture et la commercialisation d'OGM. Malheureusement, la décision du Kenya risque d'encourager les États voisins à faire de même, ce que *Monsanto* espère. "Le pays a un énorme potentiel d'influence sur ses voisins", a déclaré Jimmy Kiberu, responsable des affaires commerciales chez *Bayer-Monsanto*.

L'œuf bio... bien trop souvent industriel



Les œufs bio se multiplient dans les supermarchés — un œuf sur cinq vendu aujourd'hui dans l'hexagone provient d'un élevage labellisé en agriculture biologique — ce qui ne veut pas dire qu'il s'agit de fermes paysannes. Le règlement européen n'impose aucune limite de taille pour les élevages d'œufs bio et la majorité des œufs bio vendus en grande surface proviennent d'exploitations

comptant au minimum 3 000 poules. Selon la FNAB (Fédération nationale de l'agriculture biologique), "des élevages de plus de 15 000 poules pondeuses biologiques sont apparus en France ces dernières années. Ils ne représentent encore que 2 % des exploitations, mais déjà 20 % du cheptel". Selon la réglementation, pour être considérée comme élevée "en plein air", chaque poule nécessite 4 m² de terrain. Un poulailler géant de 24 000 pondeuses doit donc disposer d'un terrain de 9,6 hectares pour que la volaille puisse s'y promener et picorer. Sophie Chapelle, journaliste à *Bastamag*, alerte : "Pour atteindre de telles surfaces, on voit désormais apparaître des "pouloducs" : des tunnels sous les routes censés être empruntés par les poules, pour circuler d'un terrain à un autre !" (Source : *Bastamag*, Sophie Chapelle, 9 septembre)



L'ambition au pouvoir...

La loi sur l'économie circulaire a accouché d'une révolution. C'est en tout cas ce que la ministre de l'Écologie a tenté de démontrer par l'entremise de vidéos pro domo. Les plastiques à usage unique seront interdits en France. Ils le seront d'ici à... 2040. Vous avez bien lu ! 2040... Dans sa grande ambition écologique, le gouvernement vient d'imposer une mesure contraignante applicable dans deux décennies !

Alors que chaque année, ce sont plus de 8 millions de tonnes de plastique qui finissent dans les océans, que chaque lavage de laine polaire issu d'un pseudo recyclage des bouteilles en plastique va rejeter plus de 700 000 microfibrilles dans les eaux de rinçage, le gouvernement prend son temps. L'ironie de l'histoire est surtout que non content de se hâter lentement, il ose communiquer sur son ambition écologique qui justifierait de tels délais.

Avec une sincérité déconcertante, cette ministre croit sans doute bien faire et s'estime utile à la cause écologique. Jamais nous n'avons connu un tel hiatus entre l'attitude de ces politicien·nes

content·es de ne rien ou peu faire et l'urgence écologique qui exigerait non pas des délais toujours plus longs mais des décisions immédiates.

Des irresponsables en politique

Il existe une sorte de dissonance cognitive chez ce personnel politique-là. Au fond d'eux-mêmes, ils et elles doivent sans doute s'avouer qu'ils et elles ne sont pas à la hauteur de l'Histoire. Mais face à leur manque d'ambition et au regard des multiples freins sociaux existant, les politiques cherchent à présenter positivement ce qui n'est qu'une défaite en rase campagne. Interdire les plastiques à usage unique d'ici 20 ans ou les SUV à la même échéance revient surtout à mettre en évidence un élément essentiel : ces irresponsables ont l'intime conviction qu'en 2040, notre société sera sensiblement la même que celle d'aujourd'hui, multipliant les gaspillages et normalisant le surrégime consumériste.

Étonnant aveu autant qu'aveuglement crasse. Comment croire que les SUV pourront encore envahir nos villes et nos routes à l'heure de la fin du pétrole et du dérèglement climatique ? Comment accepter qu'en 2039, un industriel pourra continuer à mettre sur le marché un emballage jetable, issu de ressources pétrolières qui ne seront plus disponibles ?

Les choix opérés par ce gouvernement relèvent d'une cécité écologique manifeste ou d'un absolu cynisme. Pendant que ce dernier approuve le principe d'être ambitieux dans 20 ans, il autorise la relance partielle du site de Lubrizol à Rouen quelques semaines après une catastrophe chimique historique. Expéditif lorsqu'il s'agit de satisfaire les lobbies, il oublie de l'être lorsqu'il s'agit d'ambition écologique.

De nouveaux pesticides interdits en France

La justice française a interdit l'utilisation de deux produits phytosanitaires du groupe Dow Agrosciences en invoquant le principe de précaution, début décembre 2019. En effet, ces derniers contiennent du *sulfoxaflor*, très toxique pour les insectes pollinisateurs, comme les abeilles. L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) a également été épinglée pour avoir autorisé la mise sur le marché de ces pesticides. Ainsi, les deux structures ont été condamnées à verser 1 500 euros à *Généralités Futures*, et 1 500 euros à l'Union nationale de l'apiculture française et Agir pour l'environnement.

» Loir et Cher

Plantons des haies !

Le Collectif des planteurs et planteuses de haies a été créé en 2018 par la Maison botanique de Boursay. Son objectif ? Accompagner des agriculteur·rices, collectivités et particuliers dans la plantation et l'entretien de haies, de systèmes arborés et agro-forestiers. Il œuvre toute l'année, à travers des missions de sensibilisation et du travail de terrain : accompagnement technique, logistique et financier, apport d'une main-d'œuvre bénévole de qualité. La saison de plantation dure 4 mois : de novembre à mars. Les inscriptions pour les propriétaires de terrains et porteur·ses de projet intéressé·es sont ouvertes pour la saison 2020/2021 !

♦ Contact : contact@maisonbotanique.com, Collectif des planteurs et planteuses de haies, rue des écoles, 41270, Boursay



Pierre Desgrieux

Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.



DR



» Loiret

Sauver la forêt face au béton

Près d'Orléans, un projet de déviation de la RD921 par un pont au-dessus de la Loire menace une forêt de la commune de Mardié. De nombreuses personnes s'opposent à la construction de ce pont et multiplient les angles d'attaques : politique, associatif et juridique. Certaines personnalités politiques comme la députée Mathilde Panot (*France insoumise*) ont pris publiquement parti contre. Les revendications dépassent le seul pont Jargeau : elles mettent en avant l'urgence d'une gestion alternative des forêts, loin de l'industrialisation. Au niveau local, le *Cédodj (Collectif d'élu-e-s doutant de l'opportunité de la déviation de Jargeau)* se mobilise, en lien avec une coordination d'associations. Tous les dimanches, une AG est organisée dans l'une des communes qui bordent les bois concernés. Cette coordination de plusieurs dizaines d'associations a permis de déposer des recours contre le projet. Une lutte à suivre, pour la préservation de la forêt de Mardié, et le développement d'alternatives forestières.

♦ *Le Castor énérvé, C° Sylvette Béziat - 78, place Jean Zay - 45430 Mardié, le-castor-enerve@orange.fr*

Les jeunes des centres sociaux s'engagent

C'est sur le thème de l'urgence écologique qu'une centaine de jeunes de 15 à 20 ans issues des centres sociaux de toute la France se sont réunies à Avignon du 21 au 25 octobre 2019. Dans un message qu'elles ont allé porter aux élus et à la population, les jeunes estiment que l'urgence écologique met à mal les trois valeurs de la devise française :

"D'abord notre liberté : car on constate des formes de censure et de répression des manifestations pour le climat, et un manque d'accès à une information fiable sur l'urgence écologique. Notre égalité : parce que l'urgence écologique nous touche différemment selon qu'on soit riche ou pauvre, et les inégalités ne font qu'empirer. Les impacts du réchauffement climatique toucheront particulièrement les pauvres à l'échelle mondiale. Notre fraternité : d'abord parce que nos pays riches, dont la France, ont pillé les ressources naturelles des pays pauvres et du Sud, et continuent aujourd'hui encore de polluer sans ménagement ces pays (...). La fraternité aussi car cette crise écologique ne nous unit pas et renforce l'individualisme". "On entend dire qu'on est des gamins, qu'on est manipulés quand on parle d'écologie. Arrêtez de dire ça. C'est notre avenir qui est en jeu !", concluent les signataires Meriam, Diego, Sofian, Rania, Tina, Sohaïb et Gabriel, qui en appellent à la responsabilité conjointe de l'État et des collectivités, des entreprises et des citoyens.



Meriam Nascimento

Obsolescence programmée et électronique

La multiplication des objets électroniques, ou pire, connectés permet de gérer au mieux l'obsolescence de ses objets. Rien de plus facile pour les fabricants d'intégrer dans les logiciels des dates de péremption au-delà desquels il est "nécessaire" de faire des "mises à jour".

Une autre conséquence de la présence d'électronique : pour offrir des "applications" de plus en plus inutiles, il faut tirer les prix vers le bas pour déjouer la concurrence. Cela se fait en gagnant sur la qualité des composants électroniques, et les associations de consommatrices dénoncent déjà une durée de vie des objets de plus en plus courte.

Un moyen simple de s'assurer que vos appareils électroniques tombent en panne : ne pas faire de boîtiers étanches à la poussière. Celle-ci va inévitablement provoquer des défaillances.

Il existe un moyen pour lutter contre cela : obliger les fabricants à garantir les produits sur une durée plus longue. Depuis le 18 mars 2016, la législation française a transcrit une obligation européenne qui fait passer la garantie légale des produits d'un à deux ans. En octobre 2016, les *Amis de la Terre* ont lancé une campagne pour étendre cette garantie à dix ans. Une telle garantie changerait notre manière de produire des objets : la production chuterait fortement au profit des réparations, évitant comme c'est le cas actuellement le départ de 40 millions d'objets électroniques par an à la décharge.

♦ *pour en savoir plus :*
<https://www.amisdelaterre.org>

» Isère

L'Association Tichodrome au secours des animaux sauvages

Le *Tichodrome* est une association fondée en 2005, qui chaque année accueille et soigne entre 1 800 et 1 900 animaux sauvages blessés, notamment des oiseaux. Son centre de soin, situé au Gua, est ouvert 24h/24, 365 jours par an. Sur place, salarié-es, bénévoles, stagiaires, services civiques et vétérinaires régionaux assurent le suivi des protégés et leur réintroduction dans la nature, si l'état de l'animal le permet. *Tichodrome* mène également des actions de sensibilisation à la protection de la biodiversité et au suivi sanitaire des animaux sauvages. L'association œuvre en collaboration avec *France Nature Environnement Isère* et la *Ligue pour la Protection des Oiseaux*.

♦ *letichodrome38@gmail.com, le-tichodrome.fr, Le Tichodrome, 215 chemin des carrières, 38450 Le Gua, tél. : 04 57 13 69 47.*



Tichodroma muraria

Pierre Dalous

Emmanuelle Wargon, *Totalement écolo*

Après le cafouillage en novembre 2019 autour d'un amendement proposé par la majorité gouvernementale visant à réintégrer les produits à base d'huile de palme dans la liste des biocarburants, *Total* se sent pousser des ailes. Emmanuelle Wargon, secrétaire d'Etat à la Transition écologique, a lancé l'idée d'un "groupe de travail" pour voir avec l'entreprise s'il est possible de se fournir en huile de palme sans impact sur la forêt.

Au lieu d'appuyer les démarches d'associations et de collectifs visant à lutter contre la déforestation, le gouvernement préfère traiter avec *Total* et cherche à tout prix à rendre acceptable la vente de l'huile de palme. L'entreprise ose par ailleurs affirmer que le rejet de cet amendement mettrait en danger l'usine de la Mède (Bouches-du-Rhône) et ses 250 emplois.



Climat

La Banque européenne d'investissement n'investira-t-elle plus dans les fossiles ?

SANS VOULOIR PÉTROLER, Y A DU GAZ DANS L'AIR ET ÇA ME MINE UN PEU LE MORAL.

IL NE ME RESTE PLUS QUE LES YEUX POUR PLEURER, COMME UNE MADELEINE, TOUTES LES LARMES DE MON CORPS



La BEI, Banque européenne d'investissement, dépendante de l'Union européenne, a annoncé la fin de ses investissements dans les énergies fossiles le 31 décembre 2021. Cette mesure fait partie des premières mesures de l'Union européenne dont la nouvelle présidente, Ursula von der Leyen, a annoncé par ailleurs qu'elle allait mettre en place un *Green deal* visant à la neutralité carbone d'ici 2050.

Si les principales associations comme les *Amis de la Terre* et le *Réseau Action Climat* se sont félicitées de cette annonce, dans le détail, la décision n'est pas aussi claire que cela : à partir de 2022, les financements de la BEI ne pourront aller qu'à des projets énergétiques produisant moins de 250 grammes d'équivalent CO₂ par kWh... or les centrales au gaz et à charbon dernière génération sont en-dessous de ce seuil.

Et il est possible de descendre les émissions des centrales à énergie fossile actuellement au-dessus de ce seuil en installant un système de stockage de leurs émissions. La crainte est que les investissements aillent vers cette dernière méthode, pour le moment très controversée. Consistant à piéger le CO₂ dans le sous-sol, cette méthode ne garantit pas en effet que le piégeage soit efficace longtemps.

Contre l'extension de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle

Le 9 octobre 2019, le groupe ADP a annoncé qu'il voulait entamer un chantier pour mettre en place un quatrième terminal à Roissy. Selon ses documents, cela permettrait d'augmenter le trafic aérien de l'aéroport de 38 % d'ici 2037, avec 500 avions de plus par jour (soit d'atteindre 1 800 vols quotidiens). Les associations du *Réseau Action Climat* sont montées au créneau pour dire qu'un tel objectif, c'est une hausse de 12 millions de tonnes de CO₂ d'ici 2037... alors que l'objectif du Traité de Paris est que la France doit être à 100 millions de tonnes équivalent CO₂ d'ici 2037. Pour rester au niveau des engagements pris, cela signifierait que les avions à Roissy n'aillent pas au-delà de 35 % de cette limite. Lors de la COP24 à Katowice, la secrétaire d'État Brune Poiron avait déclaré : "Nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire d'émissions pour survivre. [...] Ce diagnostic nous l'avons tous reconnu en signant l'Accord de Paris. Il nous incombe donc d'être cohérents, c'est-à-dire d'agir en conséquence à tous les niveaux".



COP 25, un bilan (encore) décevant

La COP s'est terminée avec plus de 40h de retard, une première ! Les participant-es ont eu de grandes difficultés à s'accorder sur les négociations. Les grands émetteurs de gaz à effet de serre comme les États-Unis, la Chine, l'Inde, l'Australie ou encore le Brésil ont essayé de tirer leur épingle du jeu tout au long des échanges, empêchant de possibles compromis. Finalement, les accords finaux ne comportent pas d'avancée notable : aucun consensus n'a été trouvé quant à l'encadrement des marchés carbone, les pays signataires sont encouragés (mais pas contraints !) à présenter de nouveaux objectifs de réduction des émissions... Déjà, le bilan de la COP 24 avait été peu satisfaisant. Qu'en sera-t-il de la COP 26 ? Il semble bien difficile d'espérer quoi que ce soit de ces sommets.

DES AVANCÉES À LA COP 25



Arrêtons le scandaleux rallye Dakar !

Alors que l'on se demande quels seraient les moyens de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre, aucun-e politicien n'ose proposer une mesure simple : arrêter les courses de véhicules motorisés. Le rallye Dakar (qui à l'origine reliait Paris à Dakar) ne peut plus traverser l'Afrique du fait de l'instabilité des régimes politiques, et n'est plus souhaité dans les pays d'Amérique du Sud. Il se déroulera cette année dans le désert de l'Arabie Saoudite, pays producteur de pétrole, dictature impitoyable et l'un des premiers émetteurs de gaz à effet de serre par habitant au monde. Sont annoncés 129 autos, 129 motos, 23 quads et 47 camions... sans compter l'encadrement (avec quelques hélicoptères) qui vont parcourir, en toute inutilité, 7 800 km.



Des photopiles sur les lacs des barrages ?

Le réchauffement climatique provoque une évaporation plus importante des eaux retenues par les barrages. EDF a annoncé le projet de mettre des panneaux flottants de photopiles sur le lac de retenue du barrage de Lazer, sur la Durance, dans les Hautes-Alpes. Les photopiles limitent cette évaporation. Refroidis par l'eau présente en dessous, ils ont de meilleurs rendements et la connexion au réseau électrique est simple.

EDF : double discours

En France, EDF essaie de forcer la main au gouvernement pour lancer de nouveaux chantiers de centrales nucléaires et pour poursuivre l'exploitation des actuels réacteurs dont la limite de fonctionnement est déjà dépassée. À l'étranger, EDF multiplie les achats de parcs éoliens et solaires, postule pour la création de nouveaux parcs. Ainsi, le 28 novembre 2019, EDF a remporté le marché d'un parc éolien en mer du Nord, au large de l'Écosse. Ce parc de 450 MW nécessite un investissement de 2,1 milliards d'euros. EDF annonce qu'au niveau international, d'ici 2030, elle a pour objectif d'atteindre 50 000 MW d'éolien (soit l'équivalent d'une cinquantaine de réacteurs nucléaires, à comparer avec les 400 réacteurs actuellement en fonctionnement dans le monde). Avec EDF, l'herbe est plus verte ailleurs...

» Danemark

L'électricité d'origine renouvelable ne suffit pas

Le Danemark s'est fixé comme objectif 100 % d'électricité d'origine renouvelable d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici 2050. Si le premier objectif pourrait être atteint plus tôt, le deuxième semble plus difficile à mettre en œuvre. Le Danemark a misé principalement sur l'éolien en mer pour produire son électricité. En 2019, l'éolien devrait fournir environ 50 % de la consommation électrique et trois nouveaux projets de parcs en mer permettront dans les années à venir d'ajouter 1 800 MW aux 6 000 MW déjà existants. Mais l'électricité n'est pas la seule consommation d'énergie : il y a aussi les carburants et le chauffage. Aujourd'hui le pétrole représente encore 38 % de la consommation globale d'énergie et le charbon 9 %. Les dernières centrales thermiques doivent fermer d'ici 2030. Pour le chauffage, la production de gaz à partir de la biomasse (déchets agricoles, compost) déjà plus développée que dans d'autres pays n'est pas suffisante. Le gouvernement mise donc sur la cogénération (production conjointe de chaleur



Parc éolien de Middelgrunden au large de Copenhague.

pour le chauffage et d'électricité) à partir de la biomasse, sur l'efficacité énergétique et l'isolation pour diminuer la demande. Pour les transports, supprimer le pétrole est plus difficile : le recours aux véhicules électriques ne semble pas totalement envisageable (en particulier rien ne semble possible pour l'avion). Diminuer la mobilité reste pour le moment un sujet tabou.

Nucléaire

» Cruas

On redémarre et on verra plus tard

Le 9 décembre 2019, EDF a reçu le feu vert de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) pour redémarrer les réacteurs de la centrale de Cruas-Maysse, arrêtés après le séisme du 11 novembre 2019. Cette autorisation vient après un rapport dans lequel EDF dit "ne rien avoir trouvé" suite au séisme, mais surtout alors que l'ASN n'a pas encore défini quelles sont les mesures à prendre pour renforcer les mesures de sûreté vis-à-vis d'un séisme qui dépasserait les normes jusqu'alors prises en compte. Le principe de précaution n'est pas inscrit dans notre Constitution : c'est une illusion.

Une sortie du nucléaire sans le dire

Seuls deux réacteurs nucléaires ont été mis en route en 2019 dans le monde. 46 sont en cours de construction. 417 réacteurs fonctionnent (contre un maximum de 438 en 2002). Selon les analyses publiées dans le Rapport mondial de l'Industrie nucléaire de fin 2019, ces chiffres montrent que la filière n'est plus en mesure de se renouveler et que l'on va vers une sortie du nucléaire non déclarée. En 2019, la capacité nucléaire a bien augmenté de 9 GW... mais celle des renouvelables a augmenté de 165 GW, soit 17 fois plus.

» Fukushima

Des Jeux olympiques radioactifs

Promis, juré, pour emporter le morceau pour les Jeux Olympiques de 2020, le gouvernement japonais avait assuré que l'accident de Fukushima serait terminé à cette date. Nous sommes en 2020, et voici ce qu'annonce maintenant le gouvernement : le retrait du combustible de la piscine du réacteur numéro 1 ne pourra pas commencer avant 2027 ou 2028. Celui du réacteur n°2, pas avant au mieux 2026. Celui du réacteur n°3 a commencé le 15 avril 2019, avec des robots, mais rencontre d'énormes difficultés. Or ces piscines sont en équilibre au-dessus des réacteurs accidentés et ne résisteraient pas à un nouveau fort tremblement de terre. Les conséquences seraient alors dramatiques : chaque piscine contient plusieurs fois le combustible d'un réacteur. Un fort séisme comme celui de 2011 pourrait provoquer des émissions radioactives encore bien pires. Neuf ans après l'accident, les réacteurs ne sont toujours pas totalement à l'arrêt (il faut continuer à injecter de l'eau pour les refroidir)... et une reprise des émissions radioactives reste toujours possible. TEPCO et le gouvernement annoncent maintenant que les opérations de démantèlement dureront encore une quarantaine d'années. Un délai que les spécialistes estiment bien optimiste. Pour montrer au monde que le Japon a maîtrisé l'accident nucléaire de Fukushima, les autorités n'ont rien trouvé de mieux que de faire passer la flamme olympique au plus près de la centrale. Greenpeace a fait des mesures sur le trajet début décembre 2019. Alors que le taux de radioactivité au centre de Tokyo est de 0,04 microsieverts par heure et que la limite d'exposition est fixée par les autorités à 0,23 microsieverts par heure, l'association écologiste a mesuré des taux montant jusqu'à 71 microsieverts par heure, soit plus de 300 fois la limite ! Bienvenue aux sportifs du monde entier.



Vers des jouets produits sans violence ?

Initié par des étudiantes, le mouvement de protestation #MeToo a eu un fort retentissement en Chine, malgré une censure très importante.

Ce sont surtout des jeunes femmes diplômées, vivant en ville, qui se sont fait entendre à cette occasion. Mais les ouvrières des nombreuses usines du pays sont elles aussi victimes de comportements sexistes, d'insultes ou d'agressions sur leur lieu de travail.

Enquête dans une usine *Mattel*

Le géant *Mattel* possède plusieurs unités de production en Chine, dont l'usine de Foshan dans le Guangdong. Au cours de l'été 2019, une jeune femme s'est fait embaucher dans l'usine pour recueillir des informations de première main sur les conditions de travail dans cette usine.

Cette enquêtrice du *China Labor Watch*, une ONG créée aux États-Unis par un ancien ouvrier chinois exilé, nous a permis de constater quelques progrès depuis nos premières campagnes de solidarité avec les ouvrières et les ouvriers du groupe *Mattel*, il y a 20 ans... mais les cadences continuent d'augmenter, les salaires ne suivent pas, et les ouvrières sont nombreuses à subir des situations qui s'apparentent à du harcèlement sexuel.

Quelques voix commencent à s'élever

Malheureusement, le "laisser-faire" qui règne dans l'usine *Mattel* de Foshan semble de mise dans de nombreuses usines chinoises. Ainsi, une étude menée par le *Sunflower Women Workers Centre* en 2013 révélait que 70 % des ouvrières d'usine avaient déjà été victimes de harcèlement sexuel dans la ville de



Guangzhou, voisine de Foshan.

Dans une lettre publique datée de janvier 2018, une ouvrière de *Foxconn*, une grande usine d'électronique en Chine, a courageusement dénoncé le phénomène : *"Raconter à haute voix des blagues cochonnes, ridiculiser des collègues féminines à propos de leur apparence et de leur silhouette, utiliser l'excuse de 'donner des directives' pour établir des contacts corporels inutiles... dans les ateliers, ce genre de comportement est répandu"*.

Alors, que faire ?

La "hotline" mise en place par *Mattel* ne peut pas suffire. Sur place, aucune des ouvrières ayant témoigné auprès de notre enquêtrice ne l'a utilisée. Elles ne savaient pas à quoi servait le numéro indiqué sur leur carte, craignaient que leur anonymat ne soit pas respecté ou

considéraient qu'y faire appel ne réglerait rien.

C'est pourquoi nous demandons à la marque de prendre de vraies mesures contre le harcèlement sexuel dans ses usines.

Dans ce domaine, les géants du jouet seraient bien inspirés de conclure un accord avec les usines qui les fournissent, sur le modèle de l'accord signé le 28 août 2019 au Lesotho entre 5 syndicats et 4 marques textiles. Cet accord, dont le non-respect pourrait entraîner la suspension des commandes auprès des usines concernées, prévoit non seulement un dispositif d'alerte en cas de harcèlement sexuel, mais aussi un programme de sensibilisation et de prévention des violences. Sa mise en œuvre sera contrôlée par les travailleurs et les travailleuses elles-mêmes.

Une chronique d'ActionAid France, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, www.actionaid.fr.

act:onaïd
pour des peuples solidaires

» Congo

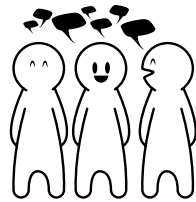
AidProfen : les femmes au cœur de la défense des droits humains

Depuis 2013, la région du Kivu en République démocratique du Congo est touchée par un conflit entre plusieurs groupes armés. Les femmes sont particulièrement concernées par les violences, notamment sexuelles. Depuis 2009, l'association *AidProfen* s'est développée

pour aider à la reconstruction post-traumatique et soutenir la participation des femmes à la vie politique locale. Alors que trop souvent les femmes sont écartées de leur communauté après un viol, l'association les informe de leurs droits et les accompagne, notamment pour les

aider à trouver un emploi. *AidProfen* a également développé une activité de plaidoyers, à partir d'enquêtes menées contre l'exploitation sexuelle des enfants sur des sites miniers.

♦ <https://aidprofenasbl.wordpress.com>



Faire la grève et se mobiliser pour des retraites dignes, c'est écolo !

Le 5 décembre 2019, plus d'un million de personnes ont manifesté contre la réforme des retraites. Depuis, les mobilisations sur les piquets de grève ont été quotidiennes, et le 17 décembre, c'était plus d'1,5 millions de personnes qui manifestaient pour le retrait de la réforme. La mobilisation est appelée par les syndicats, mais aussi par beaucoup de collectifs et associations



Eric Coquilhin

écologistes. En soutien à la grève, *Extinction Rebellion* a saboté 3 600 trottinettes électriques en libre-service à Bordeaux, Lyon et Paris le 5 décembre, en recouvrant leur "QR code" pour les rendre inutilisables, en empêchant le déblocage des appareils à l'aide du smartphone de l'utilisateur. Au-delà de leur impact néfaste sur l'environnement, *Extinction Rebellion* a dénoncé leur utilisation comme "briseurs de grève" à l'occasion du conflit massivement suivi dans les transports, citant par exemple un partenariat RATP-opérateurs pour "proposer d'autres modes de transport". Dans la durée, pour l'économiste Genevève Azam, "la grève est profondément écologique d'abord parce qu'elle limite la

production, et parce qu'elle est aussi un moment suspendu qui nous libère, une forme de respiration, de pause alors que tout s'accélère autour de nous. On prend le temps, on renoue avec la chaleur humaine. La grève permet de retrouver le rythme du vivant face à la cadence du monde industriel". Et lutter pour des retraites dignes, c'est aussi rappeler que la réduction du temps de travail, dans une société qui remet véritablement en cause le productivisme et le consumérisme, est au cœur de "notre projet" de décroissance à *Silence*.

Grève et gratuité au profit du rail !

Alors que la plupart des médias ont martelé que les voyageu-ses étaient "pris-es en otage" par les cheminot-es, le syndicat *Sud Rail* a proposé dès novembre 2019, avant le 5 décembre, de mener la grève en rendant les trains gratuits. Concrètement, cela reviendrait à faire circuler normalement les trains, sans faire payer les voyageu-ses et sans contrôler les billets. La première proposition par *Sud Rail* d'une grève par la gratuité remonte à 2009, soutenue par une fédération d'usagè-ses. Elle s'appuie sur une décision de la Cour européenne des droits de l'homme de 2007, qui a validé la grève par gratuité menée par des agents publics d'un pont à péage en Turquie. C'est la direction de la SNCF qui s'est opposée à cette option. Tout est bon pour casser le mouvement de grève et diviser... (Source : *Basta Mag*, Sophie Chapelle, 18 décembre 2019)

C'est la grève !



Pour Gabriel Attal, secrétaire d'État, "les associations ne sont pas un coût mais une chance. Pour notre pays et pour notre économie. Elles représentent aussi des 'coûts évités' pour l'État". Et pour cause, d'après *Solidaires ASSO*, si le secteur associatif emploie près de deux millions de travailleu-ses, le salaire de base médian y est 17 % inférieur au reste du secteur privé (marchand). Sans compter que le secteur associatif emploie majoritairement des femmes (67 %) et a énormément recours aux contrats à temps partiel (29 %). Ce sont ces femmes, ces jeunes et ces travailleu-ses précaires qui paieront le plus cher la réforme des retraites que préparent Macron, Delevoye et le gouvernement Philippe. À *Silence*, pas facile de suivre les journées de mobilisation tout en assurant la sortie du mensuel... Comme pour d'autres corps de métiers, l'exercice effectif du droit de grève n'est pas aisé matériellement, mais peut s'exprimer autrement : relayer les luttes, bien sûr, et les multiples caisses de grève qui permettent au mouvement de perdurer. Et puis, débrayer pour se joindre aux manifestations ? Choisir de se mobiliser quitte à ne pas pouvoir publier 48 pages un mois ? Concilier militantisme et salariat associatif est toujours un processus riche, mais complexe !

Une loi anti-musulmane en Inde

Le gouvernement indien, dirigé par le nationaliste hindou Narendra Modi, a adopté début décembre un nouveau texte de loi, qui facilite l'attribution de la citoyenneté indienne aux réfugié-es venu-es des pays voisins. Sauf pour les musulman-nes. L'ONU a déclaré que le texte était "fondamentalement discriminatoire". Cette décision a été fortement contestée dans tout le pays. Le 16 décembre, de nombreu-ses manifestant-es, notamment des étudiant-es, se sont rassemblés devant l'université Jamia Millia Islamia, au sud de Delhi, pour protester. L'exécutif a répondu par une forte répression, ce qui a accru les réactions anti-gouvernement. Des marches de soutien aux étudiant-es ont été organisées dans le pays, et 5 États indiens ont décidé de ne pas appliquer la nouvelle mesure. Dans l'est de New Delhi, des manifestations pacifiques ont lieu quotidiennement depuis le 15 décembre. La répression, elle, est violente. Elle avait déjà fait près de 30 morts fin 2019.

Mouvement des retraites : le poids de l'énergie !

Depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites, des électricien-nes, de la *CGT Énergie* notamment, ont revendiqué des actions ciblées de coupures d'électricité. Elles visent des objectifs symboliques comme les préfectures et les permanences d'élu-es de *La République en marche*, mais aussi des centres commerciaux et des multinationales comme *Amazon*. La *CGT énergie 93* a, par exemple, coupé l'électricité sur le site d'*Amazon* au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) durant la nuit du 23 au 24 décembre 2019, en soutien aux salarié-es qui peuvent être licenciées quand elles sont enceintes, ou sur le motif de soutenir les Gilets jaunes. En parallèle, la *CGT Énergie des Pyrénées-Orientales* a annoncé, le 18 décembre 2019, avoir désactivé des milliers de compteurs nouvelle génération *Linky* qui limitaient l'approvisionnement en électricité de ménages ayant des retards de paiement. Ces modes d'action sont un outil de poids dont la tradition remonte aux années 1970. Belle manière de soutenir les grévistes et les plus précaires, la *CGT Énergie* a aussi basculé plusieurs dizaines de milliers de foyers sur le système de tarification "heures creuses" : après Lyon le 10 décembre, entre 480 000 et 500 000 foyers franciliens ont vu leur compteur basculer en "heures creuses" le 24 décembre 2019.





Perturbateurs endocriniens : quand est-ce que la loi sera appliquée ?

L'Union européenne (UE) est la seule autorité dans le monde à interdire par principe les pesticides perturbateurs endocriniens pouvant impacter la santé humaine ou l'environnement. C'est une avancée due au combat des écologistes pour faire rentrer cette disposition dans le règlement sur la mise en marché des pesticides de 2009, qui est entré en vigueur en 2011. Et comme il n'existait pas de méthode officielle pour évaluer ces effets, l'OCDE a validé une série de tests en 2012, qui auraient dû être autorisés par l'UE. De nouvelles lignes directrices ont même été adoptées par l'UE pour évaluer d'éventuels effets perturbateurs endocriniens. Tout est donc en place pour que cette mesure d'exclusion des pesticides perturbateurs endocriniens soit mise en œuvre dans les faits.

Mais un nouveau rapport (1) du réseau européen d'ONG *Pesticide Action Network Europe (PAN Europe)*, dont *Génération Futures* est la branche française, montre que les responsables de l'UE ont approuvé l'utilisation de plus de 100 pesticides depuis 2011, leur accordant généralement des autorisations de 10 ans, sans tester leur impact sur le système hormonal de l'humain, malgré l'obligation réglementaire de le faire ! Ce rapport a examiné un échantillon de 33 pesticides approuvés par l'UE et a constaté que 31 ont obtenu une licence sans aucun test scientifique pour vérifier s'ils endommageaient le système endocrinien (hormonal) humain. La recherche de *PAN Europe* a révélé que 7 des 33 pesticides échantillonnés avaient par ailleurs déjà été identifiés comme perturbateurs endocriniens par la méthodologie du *Joint Research Council* (2) de l'UE en 2016. Pourtant, la Direction Générale SANTE (responsable du dossier pesticides pour la Commission européenne) a décidé d'approuver ces pesticides malgré les preuves qu'ils sont nocifs pour la santé humaine. Ce rapport de *PAN Europe* prouve donc que la Commission n'applique même pas correctement ses propres règles et lignes directrices lorsqu'elle décide si les pesticides doivent être approuvés dans l'UE. L'auteur du rapport, Hans Muilerman, constate amèrement que "l'UE est censée montrer la voie en interdisant les pesticides perturbateurs endocriniens, qui, nous le savons, provoquent des maladies



mortelles. Pourtant, la Commission a constamment tenté d'affaiblir la réglementation de ces pesticides perturbateurs hormonaux. C'est une décision qui ne profite qu'à l'industrie, alors que ces pesticides nocifs continuent d'être pulvérisés sur les champs ouverts et finissent par devenir des résidus sur nos aliments". Le constat est sans appel. Rien ne sert ici de voter de nouveaux textes réglementaires. Il faut juste que la nouvelle Commission européenne applique enfin les règles en vigueur pour tester systématiquement les éventuels effets perturbateurs endocriniens de tous les pesticides soumis à évaluation en Europe ! C'est possible Madame Von der Leyen ?

(1) Disponible à l'adresse : <https://www.pan-europe.info>

(2) Le Joint Research Council ou Centre commun de recherche est le service scientifique interne de la Commission européenne.

L'Europe réautorise les pesticides sans évaluer les risques

Dans le cadre de demandes de réautorisation de pesticides, les industries sont soumises à l'obligation de fournir l'ensemble de la littérature scientifique sur la toxicité de ces substances parue dans les 10 années précédant la demande. Les rapports d'évaluation de l'Union européenne sont soumis à la même exigence. *Génération Futures* a enquêté pour voir si cette exigence était respectée pour 5 substances actives de pesticides ayant récemment été réautorisées. Elle a consulté un

index de la littérature scientifique à leur sujet et l'a comparé aux études citées dans l'un et l'autre rapport. En moyenne, seuls 16 % des études que l'on devrait trouver dans les dossiers des industriels y figurent. Pour les rapports d'évaluation de l'UE, seuls 9 % en moyenne y figurent. L'évaluation des pesticides dans l'Union européenne est très loin de prendre en compte l'ensemble des données scientifiques disponibles sur le sujet, comme l'exige la réglementation. *Génération Futures* estime que

cette situation amène à une sous-évaluation des effets toxiques des pesticides, et demande que soit refusée par l'UE toute demande d'autorisation qui ne cite pas l'intégralité de la production scientifique sur le sujet, conformément à la loi.

♦ *Génération Futures*, 179 rue de Lafayette, 75010 Paris, tél. : 01 45 79 07 59, www.generations-futures.fr



Paix et Non-violence

» CHRONIQUE

JAI JAGAT 2020

Isaline et Véronique

Des membres de la marche mondiale pour la paix et la justice Jai Jagat, racontent le déroulement de la marche au quotidien. Partie en octobre 2019 d'Inde, elle arrivera à Genève en octobre 2020.

Palabre sous l'arbre

Chaque journée de marche est jalonnée de pauses, instants bénis des marcheuses. Ces arrêts font l'objet de moments silencieux ou d'échanges, de rencontres aussi et de chants. Les muscles se détendent et les langues se délient, certains regards se font lointains, comme pris de fatigue, les gourdes d'eau passent de main en main. On recherche l'ombre et la tranquillité. L'arbre est ce lieu choisi, source d'énergie et de paix. Souvent on y trouve un autel dédié à une divinité, l'arbre alors devient sacré, et peut-être aussi la parole...

La pause parfois se prolonge lorsque l'un-e d'entre nous est invité-e à se présenter. C'est alors que les personnalités se dévoilent avec humilité, en vérité. Des vies formant un groupe de trente-cinq Indiennes et Indiens, originaires de plus de 17 états d'Inde, et d'une quinzaine de femmes et d'hommes, venus d'Argentine, Canada, Kenya, Nouvelle-Zélande, Espagne, France et Suisse. Pour quelque temps parfois, nous rejoignent des personnes du Mexique, Equateur, Salvador, Philippines, Indonésie, Afrique du Sud ou Royaume-Uni. Activistes de toute nationalité, militant-es d'Ekta Parishad, acti-ves et étudiant-es, jeunes et moins jeunes, issu-es de communautés gandhiennes pour certain-es, villageoi-ses et citadin-es. Se révèlent autant d'expériences qu'il y a de personnes, riches de leur parcours de vie, engagées dans cette longue route où chaque pas est empreinte de paix et fait cheminer intérieurement.

Ce moment de relâche peut être aussi un temps de réflexion sur la lutte non-violente. Le maître-mot : comprendre avant d'agir. Là

encore, les témoignages de marcheurs et de marcheuses illustrent la théorie, et les actions de Ghandi, Martin Luther King ou Mandela s'invitent dans les débats. L'enseignement constitue une part importante de cette année de marche.

Et puis c'est également ce jour où nous avons rendez-vous près de Jhiriya, dans le Madhya Pradesh, avec une tribu Pardi, d'origine nomade. À l'ombre d'un arbre majestueux, un chant sorti d'un chœur rassemble femmes, enfants, hommes de la communauté et marcheuses. Vient le temps des mots. Au centre du cercle est planté un drapeau de *Jai Jagat*, bâton de parole. Une jeune femme s'en saisit et exprime avec force les injustices dont est victime sa communauté : pas d'accès à la terre ni aux ressources de la forêt, menaces d'expulsion, pour certain-es pas d'identité reconnue. Les visages graves et les regards durs reflètent colère et désespoir. Ces revendications lancées avec intensité résonnent dans les coeurs et les esprits. Des jeunes engagé-es dans la marche sont invité-es à réagir. La force de la communauté et la richesse de sa culture lui permettront d'affronter les institutions pour défendre ses droits et retrouver toute sa dignité. Suite à cette discussion, suivra une visite de leur lieu de vie.

Ces rencontres donnent tout leur sens à la marche. Après avoir salué l'arbre, réflexions et inspirations se poursuivent quand les corps se déploient pour reprendre la route.

La palabre sous l'arbre s'achève pour aujourd'hui.



Isaline et Véronique

Silence est partenaire de Jai Jagat. Une marche partira de Delhi et d'autres villes de toute l'Europe, dont Lyon. Pour en savoir plus : <https://jaijagat2020.eu>, écrire à lyongeneve2020@nonviolence.fr ou prendre contact avec Silence.





Paix et Non-violence

» CHRONIQUE

DÉSARMONS !

Patrice Bouveret

Armes : quel contreponds ?

Estimer le montant des fabrications de systèmes d'armement n'est pas plus facile que d'évaluer la paix (cf. notre dernière chronique). C'est pourtant ce à quoi s'attelle depuis plus de quarante ans le *Sipri*, un institut indépendant basé à Stockholm en Suède. Ses bases de données sur les budgets militaires, les transferts d'armes, l'industrie militaire, servent de références pour les activistes comme pour les chercheu-ses et les médias.

Début décembre, il a rendu public le chiffre d'affaire des 100 principales industries du secteur de l'armement au monde, à l'exception des chinois, du fait de l'absence de données cohérentes pour permettre des comparaisons suffisamment fiables (1).

Cela ne vous étonnera guère, la production d'armes est en hausse : plus 4,6 % en 2018 par rapport à 2017, soit un montant évalué à 420 milliards de dollars (ou 379 milliards d'euros). Un secteur particulièrement rentable : depuis le début des années 2000, son chiffre d'affaires a quasiment doublé ! La domination des États-Unis est sans commune mesure : 59 %. Le fossé avec le second est important, puisque l'industrie d'armement russe, systématiquement présentée comme le "méchant", ne représente que 8,6 % du marché mondial. Suivie du Royaume-Uni estimé à 8,4 % et de la France en quatrième position avec un chiffre d'affaires armement de 5,5 % du total mondial.

Quel frein aux exportations ?

En examinant les données du *Sipri*, on s'aperçoit que le chiffre d'affaires des industries d'armement du Royaume-Uni et de l'Allemagne a baissé, respectivement de -4,8 % et de -3,8 % ; alors qu'en France, il est en augmentation de 2,4 %. Faut-il y voir

un lien avec la faiblesse du débat français sur les exportations d'armes, alors qu'il a connu une forte actualité chez eux, contre l'utilisation des armes vendues par leurs pays dans le conflit au Yémen ?

Le député Sébastien Nadot, alors membre de la majorité, a tenté de mobiliser ses collègues sur l'usage des armes vendues par la France, contraire à ses propres engagements internationaux, comme à toute éthique. Malgré le soutien de plusieurs associations, il s'est vite retrouvé marginalisé ! Pour faire diversion le gouvernement a accepté la mise en place par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale d'une Mission d'information sur le contrôle des exportations d'armement qui va publier son rapport début 2020. Il est à craindre que les recommandations soient très formelles et ne mettent pas en place un véritable système de contrôle propre.

Car, outre la faiblesse de la mobilisation citoyenne, la place prise par les exportations d'armement en France ne s'explique-t-elle pas aussi par la dépendance de la France au pétrole et au gaz qu'elle importe massivement du Moyen-Orient ? C'est en tout cas une des hypothèses formulées dans le rapport "La France et Total en guerre au Yémen" que l'*Observatoire des armements* a publié en novembre 2019 (2).

(1) Cf. "Classement de l'industrie mondiale de l'armement", décembre 2019, <http://www.obsarm.org>

(2) 48 pages. Disponible gratuitement par téléchargement sur www.obsarm.org/ ou contre un chèque de 10 euros, port compris envoyés à : Observatoire des armements, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon.

Observatoire des armements, 198 montée de Choulans, 69005 Lyon, www.obsarm.org



Annonces

» TRAVAILLER

■ **Rhône.** Je suis ingénieur, charpentier et très curieux, ce qui m'a amené à acquérir des compétences en construction en bambou, marketing digital et barista (café). Je recherche un emploi à temps partiel en région lyonnaise. J'aimerais consacrer du temps à un projet d'éco-lieu. J'étudie toutes les options qui me permettront de mettre mes compétences au service d'une structure à taille humaine. Contact : josemontano@huellasapair.com, tél. : 06 30 59 10 56.

» S'INSTALLER

■ **Suisse.** La *Fondation des fermes communautaires libres* recherche pour son domaine de Froidevaux dans le Jura suisse (Clos du Doubs) : un-e agricult-ric(e) avec sa famille ou un groupe ; un-e berger-e expérimenté-e ; un-e maître de construction pour la rénovation écologique de la ferme. Domaine agricole de 59 ha (dont 28 ha de forêts) qui pratique l'agriculture biodynamique depuis les années 80. Plusieurs bâtiments à rénover, dont une tannerie et un alpage. Troupeau d'environ 300 moutons. Les personnes vivant sur ce domaine doivent s'engager à développer un idéal social, écologique et culturel. Contact par tél. 0041 32 955 15 04 ou courriel philodi@bluwin.ch, www.bergeriedefroidevaux.ch

■ **Suisse.** Sur les terres de son domaine d'Essertfallon (20 ha et 5 ha de forêt) dans le Jura suisse (Clos du Doubs), la *Fondation des fermes communautaires libres* a le désir de créer plusieurs micro-fermes et des projets liés à la transition écologique. Le collectif de la maison de paille vivant sur le lieu s'est réservé 5 ha, mais est prêt à accueillir en son sein un-e jardinier-e et/ou d'autres personnes désirant travailler en permaculture sur cette surface. Pour les autres surfaces, nous cherchons des personnes sérieuses prêtes à prendre une responsabilité à long terme pour soigner ses terres. N'hésitez pas à nous contacter : contact@lamaisondepaille.ch www.lamaisondepaille.ch

» S'ORGANISER

■ **Provence ou Languedoc.** Souhaite rejoindre un projet déjà créé de camping écologique et bio à proximité d'une rivière, pour mettre en place divers projets ensemble. Un camping écologique en sous-bois m'intéresse beaucoup plus. Thiery, tél. : 07 84 66 06 06.

» HABITER ENSEMBLE

■ **Alpes-de-Haute-Provence.** *Cooplicot* est un projet d'habitat participatif à Forcalquier. Un lieu de vie participatif intergénérationnel,

tourné vers l'écologie, l'entraide et la solidarité qui verra bientôt le jour dans le quartier des Chambarels sur un terrain de 2 hectares situé à 15 mn à pied du centre-ville. Rejoignez-nous pour prendre part à cette belle aventure collective ! Le collectif cherche à intégrer principalement de nouvelles familles qui souhaitent accéder à la propriété. Le projet, monté en partenariat avec une coopérative HLM offre la possibilité de bénéficier d'une accession sociale (selon plafond de ressources), ou d'être en accession libre. Des T3 (de 60m² et 70m²) et des T4 (de 75m² et 80m²) sont disponibles. Contact : Charlotte Garcia, cgarcia@regain-hg.org, tél. : 06 37 55 95 16.

» ACHETER

■ **Gard.** Maison à vendre à Montclus (5 ch, 2x68 m²). Belle roulotte, chalet, grange, atelier, 1,1 ha, enclos pour chèvres/chevaux, poulaillers, potager, verger, autonome en électricité, eau potable, chauffage bois/cuisinière comprise, plage privée (bord de Cèze). Petit paradis pour accueillir de beaux projets. Famille d'accueil, lieu de stages ou thérapeutiques, etc. Tout très beau et bien entretenu. À 7 km de Barjac. 270 000 €. Infos : www.racinesailes.fr, tél. : 06 59 00 88 84.

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro de mars 2020, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 28 janvier. Pour passer une annonce dans le numéro d'avril 2020, au plus tard le mardi 25 février, etc. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agenda

VIGIES CONTRE LES ARMES NUCLÉAIRES

Chaque mois, des collectifs opposés à l'armement atomique organisent des vigies devant certains lieux symboliques de la force de frappe nucléaire de la France. On peut les rejoindre notamment :

- ♦ à Paris les vendredi 1^{er} février et 1^{er} mars devant le ministère des Armées. Rendez-vous à la station Balard du tram de 8h à 9h et de 12h à 13h, et devant l'entrée de métro Balard de 16h à 17h. À l'initiative de *Abolition des armes nucléaires - Maison de vigilance*. Contact : marie-claude.thibaud@wanadoo.fr.
- ♦ à Bordeaux devant le quartier général de la région militaire, 29 rue Vital Carles. Les mercredi 20 février et 20 mars de 17h à 19h. À l'initiative du collectif *TchemoBlaye*. Contact : mimosagironde@gmail.com.

éducation

ISÈRE : LA PLACE DES ÉMOTIONS DANS LES CONFLITS

3-6 février

À l'Arche de Saint-Antoine. Avec Jorge Ochoa et Katia Peyre, formatrices en Approche et transformation constructive des conflits (ATCC). Difficile de se positionner avec justesse dans un conflit sans appréhender ce qui se passe en soi : comment accueillir et identifier les émotions et les sentiments qui surviennent ? En prenant conscience des besoins et des frustrations exprimés à travers ces émotions, des schémas habituels qui se répètent dans de nombreuses relations conflictuelles, il est alors plus facile de concentrer cette énergie pour ajuster ses réactions et répondre de façon adéquate.

Plus d'informations et inscription sur www.feve-nv.com, tél. : 04 76 36 48 25, feve@feve-nv.com. L'Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye.

énergies

MEUSE : BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

Les opposants à *Cigéo*, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaire en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.bureburebure.info, sauvonslaforet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

environnement

ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

HÉRAULT : JOURNÉE MONDIALE DES ZONES HUMIDES : BALADE AUX ORPELLIÈRES

2 février

La zone Natura 2000 des Orpellières est un espace riche en biodiversité. Venez découvrir ce site unique sur une matinée et même la journée (prévoir pique nique). Le covoiturage pour le déplacement sera conseillé.

Contact : *Association Orpellières, Les Orpellières*, 34410 Sérignan, tél. : 07 68 98 49 34, contact@orpelliere.fr

ÎLE-DE-FRANCE : ACTION DE BLOCAGE "FIN DE CHANTIERS !"

17 février

Extinction Rebellion organise une action de blocage d'envergure contre l'industrie de la construction. "Fin de chantiers !" s'inscrit dans une campagne de lutte contre les grands projets inutiles. Cette action porte les deuxième et troisième revendications du mouvement : l'arrêt immédiat des émissions de gaz à effet de serre et de la destruction des écosystèmes terrestres et marins. L'action débutera à l'aube quelque part en Île de France.

Pour y participer, il semble falloir passer par le net : <https://framafirms.org/fin-de-chantiers-action-de-desobeissance-civile-1576537251>

habitat

NORD : CAFÉ-DISCUSSION AROUND DE L'HABITAT PARTAGÉ

12 février

À Lille. Spéculation foncière, paupérisation urbaine, crise des liens sociaux, pollution, sont autant de raisons qui ont amené des femmes et des hommes à monter un habitat partagé. Le principe ? Se mettre à plusieurs pour concevoir et financer son logement et des espaces communs en y intégrant des valeurs telles que la solidarité, le respect de l'environnement, le partage ou encore la mixité sociale. Viens rencontrer des habitants et futurs habitants en habitat partagé, simplement, autour d'un verre.

Organisé par l'association *Eco Habitat Groupé Nord Pas de Calais. Café citoyen*, 7 place du vieux marché aux chevaux, 59000Lille, tél. : 03 20 13 15 73.

politique

FRANCE : JOURNÉES SANS TÉLÉPHONE MOBILE

3-9 février

Ce sont les 20^e Journées Mondiales sans téléphone portable & Smartphone. À l'occasion de la Saint Gaston ("y'a l'téléfon qui son"), le site mobilou.info propose de faire de ces trois jours, des journées sans téléphones mobiles et sans smartphones. Pourquoi ne pas en faire des occasions de relever des défis avec vos ami-es ou avec les plus jeunes, par exemple en se donnant rendez-vous dans un lieu peu connu tout en laissant le téléphone à la maison et en devant s'orienter avec des cartes ou en demandant son chemin à de vraies personnes ? Le thème retenu pour 2020 est "5G : promesse d'une captivité ?".

Informations, idées et matériel sur www.mobilou.info

santé

FRANCE : NOUS VOULONS DES COQUELICOTS

7 février

Depuis l'appel pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en octobre 2018, des rassemblements, toujours plus nombreux chaque mois, s'organisent les premiers vendredis de chaque mois devant les mairies, afin de se rencontrer et de s'organiser pour un monde sans pesticides. Il y a sûrement un rassemblement près de chez vous !

<https://nousvoulonsdescoquelicots.org>

silence

LYON CINÉ-CLUB

12 février

Chaque mois, l'équipe lyonnaise du ciné-club de *Silence* propose un film et un débat en lien avec le dossier de la revue.

À 20h45 à l'*Aquarium café*, 10 rue Dumont, Lyon 4^e. Réservation conseillée : aquarium.association@gmail.com

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

13-14 février

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

vélo

PARIS : VÉLORUTION

1^{er} février

Départ place de la Bastille à 14h www.velorution.org/paris

BELGIQUE : MANIFESTATION FESTIVE ET FAMILIALE À VÉLO

28 février

À Liège. Rejoignez la masse critique pour revendiquer votre place à vélo dans les rues de Liège. Attitude festive et familiale, non agressive envers les automobilistes et la police.

RDV Esplanade Saint-Léonard à 17h30, départ à 18h.

primevère

34^e salon-rencontres de l'alter-écologie

6-7-8 mars 2020 Eurexpo • Lyon

550 exposants

dont 150 associations et 200 producteurs et artisans.

Des rencontres sous toutes leurs formes

démonstrations, dégustations, expositions, ciné-débats, tables rondes, faire soi-même...

Un programme famille

1000m² réservés aux 4-12 ans, un espace dédié à la parentalité et à l'accueil des tout-petits.

10 chapiteaux de conférences

sur de nombreux thèmes : projets de société, environnement, santé, alimentation, habitat, énergies, éducation, zéro déchet, numérique...



Extrait des 80 conférences

- **Effondrement et renouveau**
Pablo Servigne • Yvan Saint-Jours
Co-créateurs du magazine *Yggdrasil*
- **La cause animale**
Jocelyne Porcher
Chercheuse à l'INRA et ancienne élèveuse
- **Droit humain et écologie**
Cécile Duflot • Sabine Gagnier
Oxfam France • Amnesty International
- **Le danger des sirènes de la haute technologie**
Aurélien Barrau
Astrophysicien au CNRS et docteur en philosophie
- **La démocratie du peuple**
François Boulo • Alexandre Langlois
Avocat, Gilet jaune • Policier, syndicat Vigi
- **L'art, un levier pour agir**
Coline Serreau
Réalisateur, scénariste, auteure, compositrice...
- **Super local pour la Terre**
Geneviève Azam • Chloé Gerbier
Economiste et altermondialiste • Notre affaire à tous

salonprimevere.org



▲ Le 5 octobre 2019, les marcheurs et les marcheuses sont accueillis à la municipalité de Koshi.

(Re)penser une société non-violente avec *Jai Jagat*

La marche pour la justice et la paix *Jai Jagat*, qui relie Delhi à Genève, a débuté en octobre 2019. Ce mouvement, dont *Silence* est partenaire, a produit un manifeste le *Livret Vert et Blanc*, qui détaille ses valeurs et invite à repenser la société sous le prisme de la non-violence (1).

JANVIER 2019. DEUX ACTIVISTES ALTERNATIONALISTES, Jill Carr-Harris et Rajagopal P.V., signent le manifeste de *Jai Jagat* : le *Livret Vert et Blanc*. Il et elle s'appuient sur l'Agenda 2030 et les Objectifs de Développement Durable adoptés par l'ONU en 2015, afin de lutter contre la pauvreté, les discriminations sociales, le changement climatique et les conflits mondiaux. Les couleurs fétiches choisies symbolisent respectivement la recherche "d'une relation équilibrée avec la planète Terre" et "des moyens de faire avancer la paix fondée sur la justice". Pour y répondre, *Jai Jagat* revendique notamment des principes comme la non-violence et la bienveillance, et s'attache à valoriser les initiatives qui redonnent du pouvoir aux populations.

À L'ORIGINE, UN CONSTAT AMER...

Le mouvement *Jai Jagat* se base sur un constat effarant : "les déchaînements de forces" sont de plus en plus présents dans le monde. Les conflits s'enchaînent, les divisions sociales s'accroissent. La violence se glisse insidieusement dans tous les échelons de la société, sur tous les continents. Elle en devient même banale au quotidien. Selon le livret, cela est causé par le type d'économie menée par les puissances mondiales : "les ventes d'armes n'ont jamais été aussi élevées. Marginaliser certains segments de la population, maintenir les gens dans

la pauvreté, promouvoir les divisions sociales et maintenir les gens divisés sont des stratégies de plus en plus courantes qui mènent en fait à une économie politique violente. De telles économies ont besoin d'armes, sous prétexte de prévenir la guerre et de maintenir la paix civile".

Bien qu'elle touche toutes les régions du monde, cette violence se constate surtout dans les pays en développement, où "un fossé s'est creusé entre les gens qui ont besoin des ressources naturelles pour leur subsistance quotidienne et ceux qui ont besoin de ressources bon marché pour un type de développement qui ne mène qu'au conflit". Le livret dénonce ainsi le comportement des gouvernements, qui devraient œuvrer en priorité à la satisfaction des besoins fondamentaux de chacun-e.

Face à ce constat, *Jai Jagat* souhaite encourager les initiatives citoyennes et non-violentes qui fleurissent à travers le monde. Cela passe par le fait de leur donner de la visibilité ainsi que l'occasion d'échanger entre elles. En effet, "parce qu'elles sont petites et parce que leur caractère non-violent n'est pas mis en évidence, elles n'ont pas reçu le soutien public requis, et leur impact a donc été limité". *Jai Jagat* vise donc à "rassembler des initiatives aussi diverses sur une plate-forme unique", afin de "faire pencher la balance en faveur d'une action locale visant à réduire la violence perpétuée sur les ressources de la planète et, ce faisant, à atténuer la crise climatique".

Cet article a été réalisé à partir d'extraits du *Livret Vert et Blanc*, manifeste de *Jai Jagat*.

(1) Voir *Silence* n°470 de septembre 2018, "Marcher pour la victoire du monde", n°477 d'avril 2019, "*Jai Jagat*: balise pour une économie non-violente", n°480 d'été 2019, "Rajagopal, une pensée qui décale le regard", n°482 d'octobre 2019, "*Jai Jagat* va semer des graines de paix sur son parcours", n°485 de janvier 2020, chronique "*Jai Jagat* 2020".



▲ Le 7 octobre 2019, la marche arrive à Chambal, où elle reçoit un accueil chaleureux.

UN MOUVEMENT INCLUSIF

Le manifeste défend une vision inclusive de la société. Ses membres travaillent à redonner du pouvoir aux populations, notamment les jeunes et les femmes, en leur donnant "le sentiment qu'ils et elles] ont le pouvoir d'apporter des changements, grâce à leur ingéniosité individuelle et collective, plutôt que de dépendre de grands systèmes externes qui échappent au contrôle des gens". Jai Jagat propose donc des formations non formelles, qui aident les citoyens à "trouver leur force intérieure pour faire face à l'injustice qu'ils voient". Cela permet de faire face aux lacunes du système éducatif actuel. En effet, selon le livret, "les programmes scolaires des écoles ou des collèges ne leur permettent pas d'acquérir une telle force, car l'éducation formelle est axée sur l'emploi et sur le maintien d'un statu quo qui ne cherche pas à résoudre des problèmes structurels plus profonds". L'objectif de Jai Jagat est donc de favoriser "l'apprentissage par l'expérience", en exposant par exemple les participants "aux défis de la marginalisation et de la pauvreté d'une part, et aux changements climatiques d'autre part".

Mais ce combat d'inclusion est loin d'être gagné. Lors du passage de la marche dans le village d'Halanpur, où vit une tribu indienne, une des participantes a pris la parole afin d'inciter les habitantes à lutter pour leur communauté. Il est rapidement apparu que les jeunes femmes n'étaient pas considérées comme aptes à s'engager, sous prétexte que leur mariage les éloignerait de chez elles...

L'AHIMSA, AU CENTRE DE L'ACTION JAI JAGAT

Une grande partie de la réflexion de Jai Jagat s'articule autour du concept d'Ahimsa. Selon le

glossaire développé à la fin du livret, ce mot renvoie à deux acceptions : "l'amour inconditionnel", et "le non-préjudice causé à la pensée, aux paroles et aux actes". En fait, il désigne "un type de non-violence holistique et unitaire". Ce concept dépasse la simple définition d'absence de violence : "de même qu'une émotion humaine comme l'amour ne peut être définie par la haine, de même la non-violence ne peut être définie par la violence". Pour les membres de Jai Jagat, l'Ahimsa, c'est donc l'opportunité de se détacher de la perception binaire que nous avons du monde. C'est l'occasion d'apprendre à "se corriger soi-même", à "agir de manière responsable", et à "adopter une nouvelle ligne d'action". Il s'agit finalement de "prendre conscience du rôle de chacun dans le fait de blesser les autres". Jai Jagat appelle chacun à développer une réflexion personnelle sur ses comportements sociaux, et à mieux

écouter ses sentiments, afin de les exprimer sans violence. La bienveillance et le respect de soi et des autres sont ainsi également des concepts clefs du mouvement.

Le Livret Vert et Blanc pose les bases d'une société non-violente, en présentant plusieurs pistes à suivre pour entamer une transition.

LE RÔLE DE L'ÉDUCATION

Pour Jai Jagat, la non-violence doit faire partie intégrante des programmes scolaires. Il est nécessaire d'y sensibiliser les enfants le plus tôt possible, si l'on veut pouvoir entamer la transition vers une société plus apaisée. Le manifeste s'appuie sur l'exemple du modèle *Nai Talim*, développé par Gandhi, face au système d'éducation britannique de l'époque. Ce type d'éducation "combin[e] deux interventions apparemment diamétralement opposées : l'introduction de l'artisanat comme moyen d'enseignement primaire ; et l'utilisation des relations

« Vers une société non-violente »



▲ Le 5 octobre 2019, dès le début de la marche, celle-ci se rend à la rencontre d'étudiantes pour expliquer leur démarche.

immédiates autour d'un enfant pour extrapoler un apprentissage plus général". Cela vise à développer la réflexion des étudiant-es autour des moyens de mener des luttes non-violentes, et amorcer une éducation citoyenne autour du concept de Sarvodaya, "le bien-être pour tous". L'objectif est donc "la construction d'individus capables d'être solidaires de ceux qui étaient marginalisés par le système".

LA NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU SYSTÈME ÉCONOMIQUE

Le *Livret Vert et Blanc* appelle également à penser un modèle économique plus égalitaire, qui puisse répondre aux besoins de base de toutes et tous (se nourrir, se loger, se vêtir) et n'encourage pas la violence. Dans ce cadre, la "redistribution des richesses matérielles" apparaît un moyen central pour "garantir la dignité humaine". Pour *Jai Jagat*, la propriété privée doit être "subordonnée au bien commun". En effet, le mouvement considère qu'un "individu ne peut conserver et utiliser sa richesse pour sa satisfaction égoïste, en ignorant les intérêts de la société". Il insiste sur la vigilance à avoir sur les différences de revenu et sur l'importance d'en réduire les écarts. Enfin, il fustige le système productiviste actuel, qui cherche à satisfaire des désirs de luxe, au lieu des besoins fondamentaux des êtres humains.

REPENSER LA GOUVERNANCE ET LES INSTITUTIONS

La non-violence doit être utilisée comme levier pour changer les institutions et les modes de gouvernance, qui sous leur forme actuelle, favorisent les inégalités entre les populations. Le manifeste s'appuie sur plusieurs concepts utilisés à travers le monde, qui offrent une vision alternative du système politique, afin de construire sa pensée. Il cite ainsi la notion de *Buen Vivir*, qui est

inscrite dans la constitution équatorienne sous la forme suivante : "Nous décidons par la présente de construire une nouvelle forme de coexistence publique, dans la diversité et en harmonie avec la nature, pour parvenir à une bonne manière de vivre". *Jai Jagat* s'inspire également du terme *Ubuntu*, utilisé par les peuples bantous Nguni. C'est un concept centré sur le partage entre les membres d'une communauté qui "symbolise l'humanité et l'ouverture d'esprit, et [est] une façon de gérer les conflits par le pardon". Selon le *Livret Vert et Blanc*, ces exemples "montre[nt] les immenses possibilités d'inclure la non-violence dans tous les domaines de la vie".

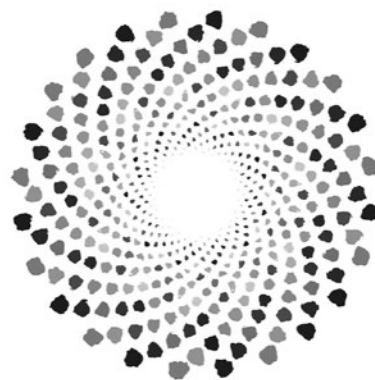
Jai Jagat pose ainsi les bases potentielles d'une nouvelle société, plus juste, plus ouverte. Reste à voir si les gouvernements sauront s'en inspirer.

Manon Salé ■

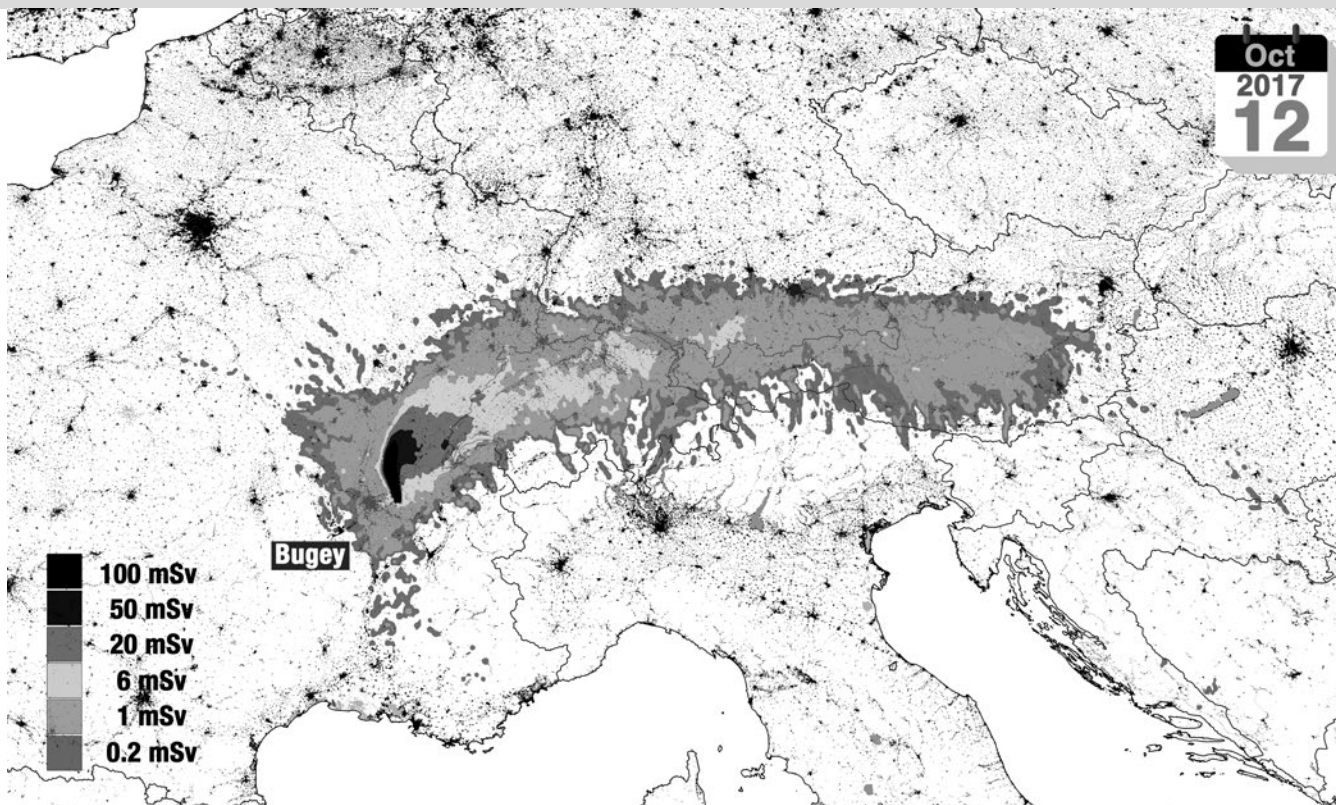
Jai Jagat

Silence est partenaire de *Jai Jagat*. Une marche partira de Delhi et d'autres de toute l'Europe, dont Lyon.

- Pour en savoir plus, on peut aller sur <https://jaijagat2020.eu>, écrire à lyongeneve2020@nonviolence.fr ou prendre contact avec *Silence*.



JAI JAGAT 2020



▲ Simulation d'un accident majeur à la centrale du Bugey s'il avait eu lieu le 12 octobre 2017 et ses conséquences en terme de radioactivité.

Où irez-vous en cas d'accident nucléaire ?

Nos voisins européens s'inquiètent du risque d'accident nucléaire et des conséquences. Le danger ne viendrait pas nécessairement de la centrale nucléaire la plus proche de chez soi. Cet article présente ce que pourraient être les conséquences d'un accident dans la centrale nucléaire du Bugey (Ain).

DES SCIENTIFIQUES SUISSES ONT MODÉLISÉ les retombées d'un accident majeur survenu dans une des 4 centrales nucléaires suisses et à la centrale du Bugey dans l'Ain. Dans l'ensemble, les 9 réacteurs des centrales étudiées sont vieux (50 ans pour Beznau I, 40 ans pour ceux du Bugey), d'une conception obsolète et les matériaux sont fragilisés. Les quantités de radioactivité qu'ils rejetteraient en cas d'accident majeur se situent entre celles des accidents de Fukushima et de Tchernobyl.

La simulation a porté sur le rejet de 32 radionucléides, leur transport atmosphérique et leur dépôt sur les sols. Les effets sur la santé ont été estimés à partir des doses efficaces (1) collectives engagées, en Sievert (le Sievert est l'unité utilisée pour donner une évaluation de l'impact des rayonnements sur l'humain). Trois types d'impact sanitaire ont été étudiés : les cancers, les maladies cardiovasculaires (infarctus du myocarde, maladies vasculaires cérébrales), les autres maladies non cancéreuses (génétiques, respiratoires et digestives, endocriniennes, mentales, immunitaires, stérilité...).

MÉTÉO, FACTEURS HUMAINS... LA DIFFICILE ANTICIPATION DES RISQUES

L'aléa météorologique joue un rôle important dans la définition du dommage. Sans prendre en compte les cas les plus extrêmes, on peut avoir 20 fois plus de victimes d'un jour à un autre. Les méthodes d'analyse des autorités de contrôle, que ce soit l'*IFSN* (*Inspection fédérale de la sécurité nucléaire*) en Suisse ou l'*ASN* (*Autorité de sûreté nucléaire*) en France, ne prennent pas en compte le facteur humain dans ce qu'il a de négligent, de malveillant ou de violent.

En suivant la méthode historique d'évaluation des risques – qui est aussi celle des assureurs – la probabilité d'un accident majeur pour l'ensemble des 9 réacteurs répartis dans cinq centrales est, sur une période de 50 ans, d'environ 0,8 % (et il s'établit à 0,4 % si le calcul se limite au parc des 5 réacteurs suisses). En un mot, le risque d'un accident nucléaire majeur est "probable". Le calcul intègre les accidents historiques dont certains furent provoqués par des négligences et/ou malveillances.

Frédéric-Paul Piguet, Docteur en sciences de l'environnement à l'Institut Biosphère (Genève), a coordonné une équipe pluridisciplinaire pour modéliser les retombées d'un accident majeur survenu dans une des 4 centrales nucléaires suisses et à la centrale du Bugey dans l'Ain. Cette étude prend en compte 365 situations météorologiques réelles, une pour chaque jour de l'année 2017.

(1) Une dose biologique très utilisée en radioprotection, qui sert à évaluer l'exposition d'une personne individuelle aux rayonnements.

ENVIRON 24 MILLIONS D'HABITANT·ES CONTAMINÉ·ES

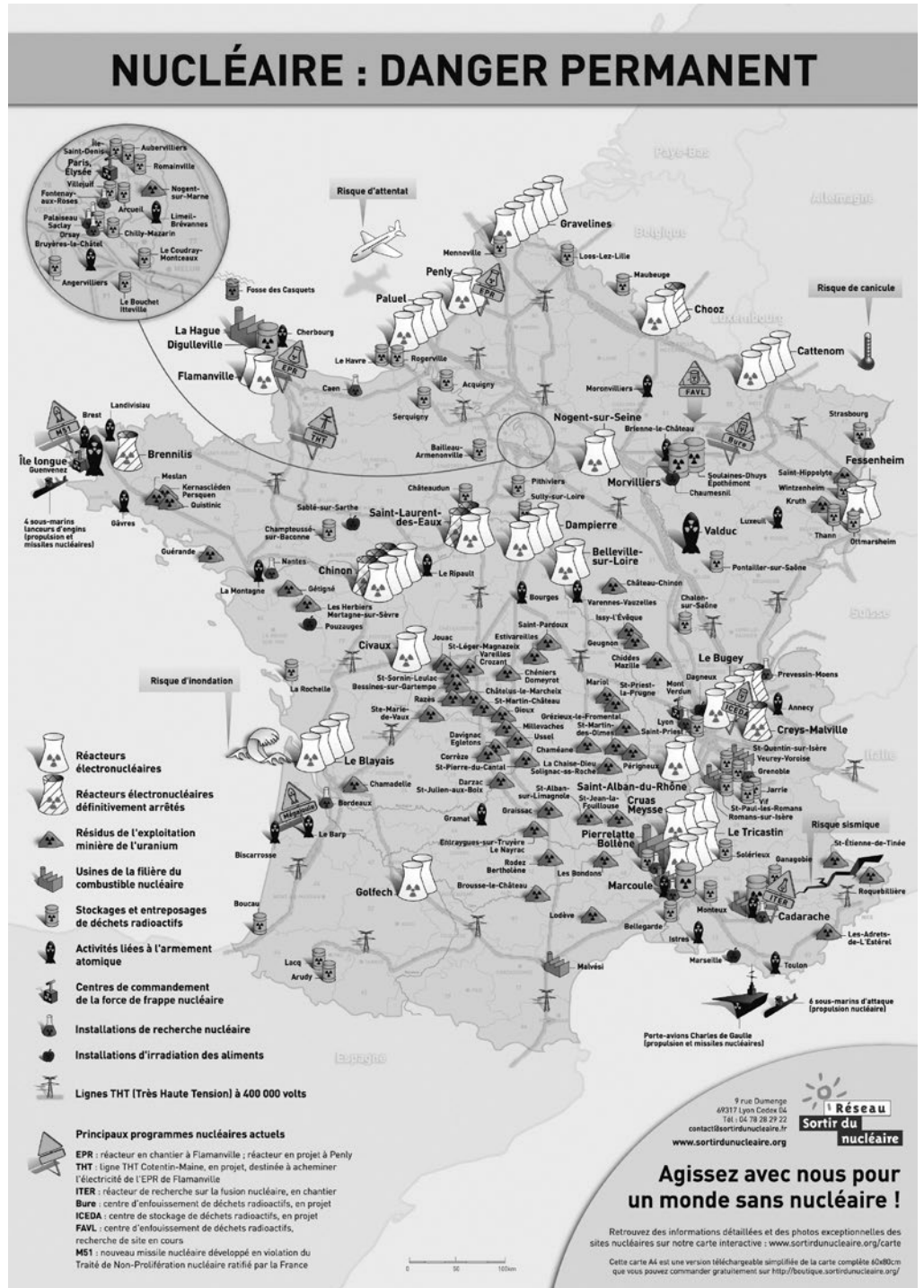
En cas d'accident dans un des réacteurs étudiés, entre 16,4 et 24 millions d'habitantes, en moyenne, seraient affectés par une contamination radioactive non négligeable à forte (2). Entre 27 500 et près de 68 500 personnes souffriraient de cancers radio-induits ou de maladies cardiovasculaires radio-induites. Du côté de la protection d'urgence, le nombre de personnes susceptibles de recevoir une dose élevée (≥ 100 millisieverts) est tel – 110 000 à 268 000 – que la protection civile, en Suisse comme en France, serait incapable de réagir de manière préventive pour mettre à l'abri les personnes les plus exposées.

Le nombre de personnes qui devraient être évacuées et réinstallées sur le long terme – du fait de la persistance de la radioactivité – se situerait en moyenne entre 250 000 et 500 000 personnes, ce qui serait ingérable. En outre, la superficie totale des pâturages et des terres cultivées qui ne seraient plus disponibles pour au moins une récolte, et probablement pour quelques années voire davantage, se situerait entre 16 000 et 37 000 km² en Europe. Dans les situations les plus critiques il y aurait plus de 70 000 cas de maladie graves radio-induites en Europe dont 73 % en France. Plus de 470 000 personnes devraient être évacuées des zones contaminées.

Ces modélisations nous rappellent que l'on ne peut être nulle part en sécurité et que les dépôts radioactifs les plus importants peuvent se situer à mille kilomètres de l'accident.

Coordination **Stop Bugey** ■

(2) Les chiffres des impacts sanitaires et les personnes à déplacer sont les valeurs moyennes pour la centrale la moins impactante d'une part (Beznau), et la plus impactante d'autre part (généralement Goesgen). Rappelons que pour Bugey en France, on ne prend en compte qu'un seul réacteur accidenté alors qu'il y en a quatre encore en service et qu'une cause externe pourrait bien causer un accident sur tous les réacteurs simultanément comme à Fukushima.



Découvrir l'institut Biosphère

Frédéric-Paul Piguet et Pierre Eckert, ancien directeur de l'Office Fédéral de Météorologie et de Climatologie (MétéoSuisse), présenteront la méthodologie de cette étude et ses résultats, dont ceux relatifs à la centrale du Bugey, lors d'une conférence au salon *Primevère*, à Lyon, le 7 mars 2020. Vous pourrez y découvrir les cartes comme celle publiée ici. Des modélisations, sur la base des situations météorologiques réelles de chaque jour de l'année 2017, des données démographiques et des différentes couvertures du sol, donnent des résultats effrayants à découvrir aussi dans la publication de l'Institut sur internet : <https://www.institutbiosphere.ch>

Silvia Federici

Le capitalisme

patriarcal

La fabrique
éditions

DR

Le salaire : un moyen de lutter contre le patriarcat ?

Figure de l'éco-féminisme matérialiste, Silvia Federici revient dans un entretien avec la revue *Silence* sur son interprétation des écrits de Marx et ses engagements féministes.

"Je suis Silvia Federici, je suis une féministe italienne, même si cela fait longtemps que je vis aux États-Unis. J'ai toujours milité dans les mouvements féministes". C'est par ces mots que cette professeure de philosophie politique à l'Université Hofstra à Long Island dans l'État de New York (États-Unis) entame la présentation de son dernier ouvrage publié en français, *Le Capitalisme patriarcal*, à Lyon en mai 2019. Suite à cette conférence, nous avons eu la chance de pouvoir nous entretenir avec celle qui s'est fait connaître en France par son ouvrage *Caliban et la sorcière : Femmes, corps et accumulation primitive*, en 2014.

Silence : Vous avez été connue en France à travers le livre *Caliban et la sorcière*. Quelle était la thématique du livre ?

Silvia Federici : Le sujet est vaste ! C'est un livre qui se propose de lire de nouveau le développement du capitalisme, d'une façon différente de Marx. Marx nous a donné une image très puissante du développement du capitalisme, en montrant comment le capitalisme a dû créer un prolétariat qui n'avait rien, seulement sa force de travail. Il a aussi reconnu que le développement du capitalisme a nécessité la conquête de l'Amérique et l'esclavage. Mais il n'a pas vu la réorganisation de la reproduction sociale. L'histoire que Marx nous a donné du développement du capitalisme est une histoire qui

est concentrée sur le travailleur industriel. Il n'y a rien sur la reproduction sociale, sur le travail imposé aux femmes dans la société capitaliste, sur toutes les activités de la reproduction.

Caliban et la sorcière se proposait initialement de comprendre pourquoi les femmes dans les sociétés capitalistes ont été discriminées d'une façon particulière, pourquoi elles ont été la cible d'une attaque de l'État, du capital, plus forte que les hommes. L'État a toujours cherché à contrôler non seulement leur travail, mais aussi leur corps, la procréation, leur sexualité.

Est-ce que la lecture de Marx peut aider les luttes féministes ?

J'ai écrit *Le Capitalisme patriarcal* pour dialoguer avec les ouvrages de Marx. Marx a critiqué toute conception naturaliste de la nature. Il a dit que la nature est un produit historique et social et cela a contribué aux théories féministes. Cela signifie que la féminité n'est pas une essence, et on peut le démontrer. La conception de la féminité a changé à travers les siècles, et elle peut changer de nouveau.

Marx s'est prononcé contre les relations patriarcales, il parle de l'esclavagisme de la famille, il dit que la femme dans la famille bourgeoise est une propriété privée, etc. Il a contribué à dénaturer les identités sociales. Mais quand on a cherché à comprendre



▲ Wages for Housework (salaires pour les travaux ménagers) est un mouvement international féministe qui a imposé dans les années 1970 un débat public sur l'invisibilité du travail domestique et la nécessité de le rémunérer.

pourquoi les femmes étaient spécifiquement discriminées dans la société capitaliste, on s'est rendu compte que Marx n'apportait pas de réponse.

Dans le capitalisme, la reproduction a été subordonnée à la production de la force de travail, mais Marx n'en parle pas. Il ne voit le travail des femmes que lorsqu'elles rentrent dans les usines, pas avant (1). Marx a manqué la signification politique du salaire : selon lui le travailleur reçoit un salaire avec lequel il peut acheter les nécessités de la vie (à manger, de quoi se chauffer...) et c'est tout. Il ne parle pas du sexe, du travail domestique de reproduction. Il nie que le capitalisme a besoin de produire la nouvelle génération de travailleurs. Il parle parfois d'instinct reproducteur du travailleur, mais il présuppose qu'il y a un intérêt égal entre les hommes et les femmes vis-à-vis de la procréation. Il ne voit pas que la procréation est un terrain de luttes, de contestation, parce que les femmes avaient peur de la procréation (2).

Est alors née une critique féministe de Marx. Le féminisme matérialiste reconnaît que Marx a donné des instruments, des outils de réflexions, mais aussi des instruments pour critiquer son travail. Nous sommes parties de la description que Marx fait de la production de la force de travail pour étudier le travail domestique.

Ce que Marx n'a pas vu et qui est étonnant, c'est qu'en moins d'un demi-siècle le capitalisme allait construire une nouvelle famille prolétaire fondée sur le travail domestique de la femme. Marx comme Engels était convaincu que l'expansion du capitalisme allait détruire les relations patriarcales.

Vous développez dans votre livre l'idée d'une division du travail : d'un côté le travail à l'usine qui est rémunéré, de l'autre le travail domestique et reproductif qui ne l'est pas. Est-ce que chaque action doit être monétisée ?

Si on reconnaît que nous ne faisons pas une tâche, un travail, pour notre bonheur, mais que c'est un travail qui est connecté au marché du travail, et qui à la fin bénéficie surtout au capitalisme, aux employeurs, alors pourquoi ne pas être payé ? Cela vaut aussi pour la reproduction.

Le capitalisme a construit un nouveau type de famille, un nouveau type de patriarcat. Des enfants et des femmes ont été expulsés des usines autour de 1880 dans quelques branches de l'industrie et peu à peu une nouvelle famille s'est construite, basée sur le salaire de l'homme qui est le salaire familial. Ce salaire doit nourrir aussi une femme et des enfants qui ne sont pas travailleurs et cela les place *de facto* dans une relation de dépendance.

Je pense que réclamer la compensation monétaire c'est un refus de travailler pour rien. C'est aussi un refus pour les femmes d'être dépendantes des hommes. C'est un refus de faire deux travaux : un travail à la maison, et un travail hors de la maison pour gagner un peu d'autonomie. Lorsque le travail ménager n'est pas reconnu, il est complètement invisibilisé. Cela signifie que les femmes ne peuvent pas se distancier de ce travail. On dit qu'il est organiquement lié à la figure de la femme, naturel.

Concrètement, quels ont été vos engagements pour la reconnaissance du travail domestique ?

J'ai participé avec d'autres à fonder l'*International Feminist Collective*, collectif né dans les années 1970 et qui est à l'origine de la campagne "Un salaire pour le travail ménager" (*Wages for Housework*) également portée par des figures comme Selma James ou Maria Dalla Costa. Certaines féministes nous ont alors accusé de vouloir que les femmes restent au foyer, en revendiquant un salaire pour cette tâche. Mais cette campagne a au contraire rendu visible le travail ménager et la dépendance aux hommes à cause

(1) Il y a seulement deux références où il parle du travail domestique dans son œuvre, pour dire qu'il n'y a pas de travail domestique dans les sociétés industrielles, qui achètent des choses qu'autrefois les femmes produisaient à la maison. C'est étonnant, d'autant plus que Marx a bien dit que la force de travail ne poussait pas sur les arbres, et devait être reproduite jour après jour.

(2) Haute mortalité infantile, mais aussi haute mortalité des femmes. La lutte pour la contraception existait déjà, mais Marx présuppose que la procréation est une chose naturelle.

▲ Tract de Wages for Housework "L'amour ne paie pas les factures".

de la nature non salariée de ce travail. Il a fallu démontrer que ce n'est pas un travail d'amour, que ce n'est pas un service personnel, que c'est une forme de production. Pour la femme, la maison a été une usine, c'est là qu'elle a produit la force de travail. La capacité de travailler n'est pas quelque chose qui est donné, c'est quelque chose qui doit être reconstitué tous les jours. Ceux qui travaillent s'épuisent au travail et la ménagère doit prendre soin d'eux à leur retour à la maison. Mais qui prend soin de la ménagère ? Elle est au service de tout le monde, mais c'est la seule personne que personne n'aide.

L'attention que l'on porte aujourd'hui au *care work* (le travail du soin) est une conséquence des campagnes que nous avons mené. Dans beaucoup de pays, l'État a commencé à rémunérer un peu le *care*. En Italie par exemple, l'État donne un peu d'argent aux femmes qui prennent soin d'une personne malade, dépendante, dans la famille. C'est

le commencement d'une reconnaissance. Plus les femmes refuseront le travail non-payé, plus il y aura une crise de la reproduction. Qui va s'occuper des bébés ? Des malades ? C'est un des grands terrains de lutte des mouvements féministes.

Les écrits de Marx portent une sorte d'optimisme technologique, quel regard portez-vous sur le processus d'industrialisation ?

Marx a idéalisé l'industrialisation, il l'a mise au centre du capitalisme. Il n'a pas vu l'importance du travail agricole et celui effectué par les esclaves. Il a pensé que l'industrialisation pouvait avoir un rôle d'unification et pensait qu'avec l'expansion des relations capitalistes, les relations patriarcales allaient disparaître, parce que les femmes seraient allées dans les usines. Pour lui la grande différence entre femmes et hommes aurait alors disparu. Mais ça ne s'est pas passé comme ça !

Je crois qu'il pensait que l'esclavage était une chose du passé, qu'avec l'abolition de l'esclavage aux États-Unis, la fin de la guerre civile, l'esclavage était terminé. Il s'est trompé parce qu'il a idéalisé le travail industriel et qu'il pensait qu'il pouvait niveler toutes les différences sociales.

Il s'est aussi trompé en pensant que l'industrialisation était une nécessité pour créer les conditions matérielles de la future société communiste. Pour lui, le capitalisme a aussi eu un rôle progressiste, car il a posé les bases matérielles pour la future société. Marx pense que le capitalisme a développé la capacité productive du travail. En la développant, il a éliminé le manque, la pénurie, la rareté. Il pensait que toutes les sociétés avant le capitalisme avaient souffert d'une faible productivité du travail. La misère ne venait pas pour lui uniquement de relations de classes, mais aussi du niveau de productivité. Je ne suis pas d'accord avec ça. On peut voir aujourd'hui que l'industrialisation a participé à détruire la richesse sociale et la richesse naturelle. Elle a un effet dévastateur sur le climat, le développement des maladies... Il y a une humanité qui travaille et qui souffre, qui est en manque, qui n'a pas accès à une bonne nourriture.

Dans votre livre, vous parlez de la politique des communs. Aujourd'hui, quelles pistes pourrait-on développer pour les mettre en place ?

Je crois que la logique des communs est importante. Le féminisme et les mouvements sociaux ont comme tâches la redistribution fondamentale des richesses, en terminer avec l'exploitation du travail, redistribuer la richesse sociale, mettre plus de ressources pour la reproduction sociale mais aussi changer l'organisation du travail de reproduction, changer les relations sociales, les formes de production, et les rendre plus communautaires.



▲ Des années 1970 à aujourd'hui, la lutte continue pour ne pas réduire les femmes à leur rôle reproductif. Cette lutte est en partie issue des mouvements féministes italiens du début des années 1970.

Aujourd'hui le capitalisme exacerbe l'individualisme. Les politicien-nes font ce qu'ils ou elles peuvent pour rompre les solidarités sociales. Le principe des communs comme principe d'organisation sociale prend le contre-pied de cette logique. Il faut développer une société organisée selon les principes de la coopération, du travail collectif, de la solidarité sociale. Enfin, une société gouvernée par le principe du gouvernement par le bas. Pas pour l'État, pas pour les institutions, mais par la volonté des personnes : une société basée sur l'autogouvernement.

Est-ce qu'il y a des exemples qui existent déjà ?

Il n'y a pas de société qui soit déjà autogouvernée. Il y a des petites expérimentations, par exemple dans des villages où l'autogouvernement est partiellement pratiqué. Je me suis beaucoup intéressée aux expérimentations de la communitarisation de la reproduction. J'ai vu ça surtout dans des banlieues de l'Amérique latine où il y a beaucoup de personnes qui ont été déplacées et qui ont reconstitué une communauté en s'appropriant un territoire public, des espaces urbains, et en créant de nouvelles formes de vie. Les femmes y ont joué un rôle fondamental. Elles ont compris que c'est seulement en unissant leurs forces qu'elles pourraient construire autre chose, qu'elles pourraient assurer leur survie. Elles ont commencé à cuisiner collectivement, à construire des jardins urbains, à faire ensemble, à récupérer ensemble des formes de connaissances médicales, etc.

Cela leur a donné une grande force et a aidé à reconstituer le territoire social. Je ne veux pas idéaliser, mais il y a beaucoup de niveaux dans ces nouvelles relations. C'est seulement avec le travail collectif, lorsque les femmes et les hommes ont été capable de survivre et de créer des formes d'organisation qui permettent de résister à l'État que la résistance a permis de créer une nouvelle organisation sociale.

Un mot pour conclure ?

Il faut se distancier de Marx lorsqu'il dit que le capitalisme a eu un rôle historique très important en développant la richesse et la productivité du travail. Les communs sont aujourd'hui un horizon qui nous inspire dans notre lutte, et pas seulement pour le futur mais à partir de chaque moment dans le présent. La lutte des femmes est une lutte très importante parce qu'elle peut poser la question de la reproduction sociale au sein de la mobilisation politique.

Propos recueillis par Martha Gilson ■

Comment articuler égalité salariale et décroissance ?



Dans l'article "Femmes, travail et décroissance" du dossier "Écologie et féminisme : même combat ?" (n°439, novembre 2015), *Silence* posait la question : "Comment accommoder la recherche féministe de l'égalité salariale avec la critique antiproductiviste du salariat ? La revendication de l'accès des femmes au travail productif avec la valorisation, par la pensée décroissante, du travail non marchand ?" Comment rompre avec le paradigme libéral qui pense l'accès au marché du travail comme condition première de l'émancipation ? Alessia Di Dio mettait en garde dans le n°15 de la revue *Moins !* contre la récupération du légitime besoin d'indépendance des femmes en "libération de la force de travail féminine". Dans les faits, l'accès féminin au marché du travail n'a pas donné lieu à un engagement proportionnel des hommes dans la sphère domestique. Une piste pourrait donc être de revaloriser radicalement les tâches liées aux sphères dites de la reproduction (se nourrir, s'habiller, maintenir les liens, soigner les plus fragiles, etc.), de manière plus collective et égalitaire, et de promouvoir parallèlement le pouvoir des femmes hors de la sphère domestique... mais pas seulement dans la sphère productive : également dans les sphères politiques, sociales, culturelles, associatives, militantes, etc.



▲ La torréfaction solaire, même en Normandie, ça marche !

NeoLoco, des graines écolo

NeoLoco est un projet coopératif qui commercialise les premiers produits normands torréfiés à l'aide d'énergie solaire directe.

NEOLOCO FAIT PARTIE D'UNE COOPÉRATIVE d'Activité et d'Emploi, qui regroupe plusieurs entrepreneurs. Basé à Montville, près de Rouen, le projet promeut un artisanat local grâce aux fours solaires. La finalité est la vente de graines apéro, de plaques de graines au miel, ou encore de gomasio, et tout cela à partir de cultures locales, ou qui devraient l'être : lin, chanvre, courges, noisettes, châtaignes, tournesol.

À L'ORIGINE : LE PROJET GOSOL

Arnaud Crétot, créateur de NeoLoco, fait partie du projet GoSol. Il s'agit d'installer des fours solaires afin de favoriser la production artisanale locale, comme le pain, dans des pays comme le Kenya, l'Ouganda ou encore la Tanzanie. En 2018, les performances des torréfacteurs solaires installés en Afrique montrent que l'activité est économiquement viable. "On a fait le constat que ça marchait bien", explique l'entrepreneur, "et je me suis dit pourquoi pas lancer une activité en Normandie ?" Aujourd'hui, il se revendique "ingénieur-artisan" : il utilise la technologie solaire de GoSol pour sa production artisanale. "C'est la première structure en Europe à utiliser ce type de four pour torréfier".

LE LOCAL AU CŒUR DE NEOLOCO

L'objectif du projet est de proposer des produits locaux, qui peuvent se substituer à des aliments

importés de pays éloignés. Ainsi, NeoLoco vend des plaques de graines (tournesol, noisette et courges) aux miel pour remplacer l'achat de chocolat ou de barres de céréales. Arnaud produit également du gomasio à base de lin biologique, alors que c'est originellement composé de sésame, importé d'Asie. En alternative au café, il est possible de torréfier de la châtaigne. Cela permet, en plus de changer les modes de consommations, de sensibiliser aux cultures qui existent en Normandie. "On souhaite participer à la relance des filières locales, que les gens plantent localement, pour développer des débouchés et de l'emploi", affirme Arnaud.

UN PROJET EN DÉVELOPPEMENT

La prochaine étape pour NeoLoco, c'est l'installation d'un deuxième four solaire, afin d'augmenter la production de graines torréfiées et de mettre en place une activité saisonnière de boulangerie. Pour financer cette évolution, Arnaud a lancé une campagne de pré-commande de produits, que les acheteurs pourront récupérer dans les points de dépôts qui existent en Normandie. "La livraison ne se fera pas avant le printemps 2020", précise Arnaud. NeoLoco rencontre un certain succès dans la région : "l'activité commerciale marche bien. J'ai commencé à torréfier il y a à peu près un an (vers octobre – novembre 2018), et il y a plus de 40 points de vente en Normandie aujourd'hui!"

Manon Salé ■

■ Contact :
NeoLoco,
1395 rue des réservoirs,
76710 Montville
arnaud.cretot@gmail.com
<https://neoloco.fr>



Courriers

Nous publions ici des lettres relativement longues qui nous sont envoyées, pour continuer les débats initiés dans nos pages. Nous ne publions que trop rarement les mots d'encouragement et de remerciement qui accompagnent bien souvent les demandes d'abonnements ou de réabonnements. Pour tous ces billets doux et stimulants, merci à vous !

Agir au sein du système ou contre lui ?

J'apporte mon témoignage à propos de l'article "Agir au sein du système ou contre lui" [dans *Silence* de septembre 2019, n°481, p.8]. Depuis 50 ans j'ai eu l'occasion de créer ou de contribuer au démarrage de diverses initiatives alternatives : magasin coop d'où sont nées les Biocoop, magasin fermier, première Amap en Bretagne, autogestion dans deux établissements psychiatriques, maison de chômeurs, deux fermes en autogestion et le lieu où je suis depuis l'an 2000, ouvert à toutes les alternatives dans la forêt de Brocéliande. Je suis du milieu ouvrier agricole donc sans fortune personnelle. J'ai lancé toutes ces initiatives sans emprunter un centime aux banques et sans demander la moindre subvention d'aide publique. Pour moi demander de l'argent à un système à l'opposé de mes valeurs, c'est non seulement de l'incohérence, mais soutenir ce système en le justifiant par nos demandes. C'est comme se dire anticapitaliste et s'approvisionner dans les grandes surfaces des multinationales. Il importe d'être et d'agir libre. Toutes les subventions exigent des contreparties auxquelles il faut se soumettre.

Nous disposons d'une multitude de possibilités d'agir en toute indépendance. Il suffit d'oser, d'avoir confiance en la vie et en soi, d'activer son imagination, son potentiel créatif et son sens de la solidarité, "faire ensemble". Il importe aussi de demeurer à taille humaine dans nos initiatives et non de rêver à des multinationales du bio avec l'aide de l'État. Le pouvoir et l'avoir sont des leurres. (...) Pour autant, je ne suis pas un pur et dur. Il faut bien remplir le réservoir de mon break pour ravitailler mon lieu et transporter les matériaux (...).

Alexis Robert
Bretagne

Empreinte écologique du linge de maison

Merci pour votre article sur le vêtement, car l'impact écologique du textile n'est à mon avis pas suffisamment pris en compte. Si quelques personnes commencent à modifier leur comportement, les décideurs publics n'en sont pas encore là. Je souhaiterais compléter votre article par une réflexion sur le linge de maison. Si le vêtement est soumis à la mode le linge de maison l'est tout autant. Aux environs des années 55/60 c'est le début des draps imprimés, fini ce qu'on appelait la "saison du blanc". Petit à petit serviettes, nappes, rideaux, adoptent la couleur. Les publicitaires nous parleront de style, d'ambiance nous incitant à changer plus qu'il n'est besoin. Ensuite est venu le drap housse qui une fois usé en son centre part à la poubelle, plus personne n'utilise ses vieux draps pour faire des torchons. Enfin est arrivée la couette et sa housse, système plus rapide pour faire le lit mais est-il plus économe en tissus, en lavage ? Recevant beaucoup de monde à la maison, ma machine à laver n'était



jamais assez grande pour faire face à toutes ces housses, j'ai fini par revenir aux draps traditionnels.

Ce sont aussi nos fonctionnements qui ont évolué, plus de serviettes de table, ni de mouchoirs en tissus, remplacés par du jetable, fini le temps des tabliers qui économisaient le lavage et l'usage des vêtements. Faut-il faire marche arrière ?

Catherine Benech
Isère

Dossier Les Alternatives, Oasis ou Leviers ? : pousser la réflexion plus loin

Cet été je suis passé à Sainte-Luce et, avec un ami qui travaille à la ferme, nous avons discuté du dossier *Les Alternatives, Oasis ou Leviers ?* Discussion longue et très intéressante. Parmi les points d'accord, deux portent sur le dossier en général. Le premier point est pour vous féliciter d'aborder une question souvent obliérée parce qu'elle demande une vue d'ensemble, et y répondre c'est aussi avoir des perspectives économiques et politiques d'ensemble. Le deuxième point est que, dans ce dossier, les réponses à cette question sont trop axées, pour ne pas dire uniquement axées sur le tissage de nouveaux liens sociaux, comme si ce tissage dépendait uniquement de la subjectivité des gens sans égard à la base matérielle et économique. En simplifiant, on peut dire que le système actuel, c'est le règne de l'argent comme équivalent général de la valeur économique basée sur le travail abstrait. Il faut rompre avec cela et, même si je ne partage pas tous les points de vue de B. Friot, je considère que tout le travail qu'il a fait par rapport au salariat à l'immense mérite d'indiquer une piste pour en finir avec le "travail-emploi" et avec l'abstraite "valeur-économique-travail". Bien entendu, il n'y a pas de recettes et de solutions déjà prêtes, mais non seulement on sait, en partie, ce qu'il ne faut pas faire et rien, actuellement, ne nous empêche de mettre en avant des pistes de réflexion qui rompent radicalement avec le capitalisme.

Pierre Leyraud
Québec

Baisse des retraites : la faute aux machines ?

Aujourd'hui je n'irai pas manifester pour les retraites car plutôt que déplacer la voiture je préfère partager encore une fois ma conviction sur la nécessité de s'attaquer au problème de fond qui mine nos sociétés inégalement numérisées. S'il n'y a pas assez d'argent pour les retraites c'est aussi parce que le travail humain est remplacé de plus en plus par machines et robots qui, eux, ne paient pas d'impôts. Comment trouver ça normal ? Une réforme du système est certainement nécessaire mais, tant que cette évidence ne sautera pas aux yeux de tout le monde, on continuera à tourner en rond en se demandant

comment faire pour le financer. Pourquoi le travail des machines n'est-il pas assujéti à des cotisations sociales ? Ne faudrait-il pas le courage d'étudier et établir un barème pour que le rapport bénéfices/ niveau d'automatisation des entreprises soit enfin pris en compte pour le calcul des charges ? Le monde actuel a un besoin urgent de recherches dans ce sens pour retrouver un minimum d'équilibre. Peut-être les machines pourraient ainsi rester au service de l'humain et pas l'inverse...

Luisa Zerial
Vosges



Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lectrices soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de *Silence* : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Un militantisme excessif ?

(...) Comment ne pas partager avec *Silence* les valeurs d'une société sobre et solidaire, proche de la nature et respectueuse des hommes ? Comment ne pas se révolter avec *Silence* des monstrueuses injustices et ravages créés par le capitalisme éhonté ? Comment ne pas s'effrayer avec *Silence* de l'irresponsabilité d'une partie de la classe politique et économique ? Comment ne pas applaudir avec *Silence* toutes les initiatives locales qui ré-enchantent notre quotidien ?

Mais malheureusement, *Silence* écrit dans une démarche de militantisme aveugle. L'État est forcément la bête à abattre. La police (service public indispensable me semble-t-il) est forcément du mauvais côté (facile et démagogique !). L'école publique, un vrai progrès social depuis Jules Ferry, est un monstre à formater nos chères têtes blondes en futurs petits capitalistes (quelle insulte pour les enseignants !). La désobéissance civile, expression qui bénéficie aujourd'hui d'un véritable engouement, est forcément bonne à prendre, avant même de connaître l'objet de l'action. Etc. tous les symptômes d'une dérive non contrôlée d'un militantisme excessif sont présents. Des dossiers, ou brèves ciblés sur des faits technologiques ou de société, sont écrits sans argumentation valide, ou honnête état des lieux. Je prends deux exemples dans le dernier numéro. Résistance au SNU : malheureusement, si les critiques vont bon train dès le début de la lecture, on n'en sait pas toujours beaucoup plus sur ce qu'est le SNU dans sa réalité à la fin de l'article. Quand on va rechercher ailleurs sur internet pour savoir ce qu'est concrètement le SNU, on peut alors comprendre qu'effectivement le SNU conserve des valeurs très militaires, mais pas que. Faut-il tout jeter en bloc ?

Christine Fauray
Isère

Faire Cause commune

Je me bats au sein de multiples associations et ONG depuis 40 ans, et les choses vont de plus en plus mal. Manifestations, actions spectaculaires (violentes ou non), désobéissance civile, pétitions, pression électorale, contre-lobbying... en dehors de quelques victoires dérisoires rien n'y fait, tout continue inexorablement dans le mauvais sens. (...) S'il est utile d'agir et de sensibiliser l'opinion sur les effets (justice sociale, inégalités, pollution, réchauffement, biodiversité, nucléaire, OGM, déchets...), cela ne sert à rien (ou presque), si nous ne nous intéressons pas à la cause commune de notre impuissance politique qui est inscrite dans nos constitutions et perpétuée par la "démocratie" représentative. La cause commune à tous nos problèmes, c'est "l'économie de marché mondialisée" (...). Comme l'explique l'économiste Takis Fotopoulos : "Le système n'est pas réformable car la crise vient de la nature même

des institutions et pas de leur mauvais fonctionnement".

Il faudrait conjuguer l'action spécifique de sensibilisation propre à chaque sujet de lutte, avec une action politique commune (inter-associative), visant à reconquérir la souveraineté du peuple (...). Il ne s'agit plus de réformer l'institution mais de changer sa nature, le changement s'opérant par le bas. Pour que le peuple retrouve sa puissance politique, il doit infiltrer progressivement les organes et commissions décisionnels (...). Quoi de plus légitime que les usagers (vous et moi) de la CPAM par exemple, soient représentés majoritairement (par tirage au sort) dans les Conseils d'administration de toutes les Caisses nationales, Locales (régime général) et Régimes spéciaux (...)? Parlons-en !

C. Mirandola
Lot

La réalité du vélo

Chapeau bas pour les articles sur le vélo.

- Petit gros bêmol, manque toujours, cruellement, la réalité du vélo... pas qu'à la ville ! 8 ans sans voiture. Trois enfants. 146 000 km. Une flotte de trois-quatre vélos qui ont évolué au fur et à mesure des années. Les batteries se rechargent à la maison. Qui produit autour de 100 % de sa consommation via des panneaux photovoltaïques.

- Et pourtant nous n'habitons pas le sud de la France mais la Saône et Loire. Et pourtant cela fait plus de 15 000 km par an, plus que le Français moyen avec sa bagnole pétroleuse. Et pourtant la Bresse n'est pas plate. Et pourtant il pleut parfois, il neige encore un petit peu, les "caisses" n'ont pas encore fini de réchauffer notre climat ! Et pourtant Elliot vit maintenant à 42 kilomètres de chez nous, il vient donc tous les jeudis faire "la lessive". 42 km aller, 42 km retour. Et pourtant nous vivons à la campagne, la ville la plus proche, ses commerces sont à 9 km. Plus de la moitié des Français-es pourraient aisément s'y reconnaître. Soit 30 millions d'usagères de voiture en moins. Potentiel-les.

- Le vélo à assistance électrique mérite son titre, au travers de ses innombrables déclinaisons, à 2, à 3, à 4 roues, cargo, couché, suspendu, électrique, de solution viable, à empreinte faible.

Demain les humains apaisés se déplaceront à bord de machines de moins de 200 kg. Les oiseaux disent merci. Et les hérissons !

Tanguy Monbrison
Saône-et-Loire

Essais

■ **Le Nouveau Monde et moi, manuel de survie à l'usage des générations présentes et futures dans la jungle des GAFAM**, Françoise Louis-Chambon, éd. Libre et Solidaire, 2019, 168 p., 18 €. D'une plume alerte, l'auteur se livre à une satire de la société moderne au travers d'articles illustrés de documents, témoignages et conseils pour éviter les arnaques. On passe du véganisme aux lanceurs d'alerte, de la "Nov" langue à l'écriture inclusive. Un joyeux bric-à-brac, mais quand on commence à lire on ne s'arrête pas !

■ **À contre-courant, pour que nos enfants grandissent, apprennent et vivent en liberté**, Mariane Fayet-Monnier, éd. l'Instant Présent, 2019, 135 p., 15 €. L'auteur qui a passé 10 ans au sein de l'éducation nationale, puis s'est intéressée à la pédagogie "Montessori" a finalement rejoint les analyses de Jean-Pierre Lepri, André Stern, Alfie Kohn, John Holt... Sachons ouvrir l'accès aux sources du savoir à nos enfants, ils s'en empareront selon leurs envies et leurs besoins. Le goût de la découverte leur est naturel. "Choisir le 'unschooling' c'est avoir le courage de ne pas imposer une voie tracée par avance à nos enfants" dit-elle.

■ **Corps accord, guide de sexualité positive**, adapté du classique "Our bodies, ourselves" (1971), sur la santé des femmes. La corps féministe, éd. remue-ménage 2019, 180 p., 15 €. La corps féministe est un collectif québécois qui a adapté le guide de référence et l'a complété par des découvertes récentes sur l'anatomie. Elle en a fait un livre destiné à un public de tous âges. Parmi les questions : "comment la société et la culture influencent-elles l'expérience de la sexualité ? De quelle façon se vit le plaisir sexuel ?" Connaissances scientifiques alternent avec témoignages.

■ **Philosophie de la précarité, sortir de l'impuissance**, Laurent Ott, éd. Chronique sociale, 2019, 165 p., 12,50 €. Le but de cet ouvrage est d'appréhender ce qu'est la précarité, un phénomène qui s'insinue petit à petit à tous les étages de la société. Résultat d'un mélange de pauvreté et de perte de confiance en soi, avec ses corollaires : mal-logement, mal-être, isolement, elle conduit à la résignation. L'auteur de ce livre a une longue expérience du travail social et de ses institutions, les pistes d'actions qu'il préconise sont nécessaires et urgentes.

■ **Zero Waste, guide pratique pour révolutionner la gestion locale des déchets**, Flore Berlingen, Laura Châtel, Thibault Turchet, éd. Rue de l'échiquier, 2019, 15 p., 15 €. L'association Zero Waste analyse toutes les situations que l'on peut rencontrer au cours de la démarche zéro déchet. Cet ouvrage répond aux questions de coûts, d'emplois, de responsabilité. Il s'adresse notamment aux futur-es candidat-es aux élections municipales, mais aussi aux citoyen-nes soucieux-ses de s'attaquer au gaspillage ambiant.

■ **Mes ancêtres les Gauloises, une autobiographie de la France**, Élise Thiebaut, éd. La Découverte, 2019, 267 p., 18 €. En se livrant à des tests ADN en vue de recherches généalogiques, l'auteur, "française de souche avérée" depuis 3 siècles, remonte aux caractéristiques génétiques que lui ont légué ses lointains ancêtres "Homo sapiens" et "Néanderthal", découvrant au passage qu'ils avaient copulé ensemble ici et là. Ces résultats mettent au jour pas mal de clichés sur les races et démontent les certitudes familiales transmises. C'est enlevé, amusant et très pertinent.

■ **Les ravages des écrans, les pathologies à l'ère numérique**, Manfred Spitzer, traduit de l'allemand par Frédéric Joly, éd. L'échappée, 2019, 400 p., 22 €. Ce livre répertorie les résultats de tests, mesures et diagnostics effectués sur des centaines de personnes dans une dizaine de pays, par tranches d'âge et suivant les temps consacrés aux écrans (particulièrement au smartphone). Les conséquences les plus fréquentes étant : baisse de l'attention, troubles du sommeil et de la mémoire, diabète et surpoids, baisse de la motricité, dépression, isolement, cyberdépendance...

Essais

Au rendez-vous des mortels Le déni de la mort dans la culture moderne, de Descartes au transhumanisme

Jacques Luzi



Le but ultime de notre société capitaliste serait de désigner la mort comme un échec, une maladie que l'on ne serait pas parvenu à éradiquer, niant en cela les aspects les plus ontologiques de la vie, à savoir les cycles nécessaires, les transformations et l'effacement ultime afin que d'autres naissent. Le transhumanisme voudrait mettre à mal ce cercle vertueux et nécessaire. Jacques Luzi tire la sonnette d'alarme : notre condition de mortelles n'est pas à vendre ! NP

Éd. *La Lenteur*, 2019, 128 p., 12 €

Introduction à Jacques Ellul

Patrick Chastenot



L'œuvre d'Ellul se divise en deux registres séparés : sociologique et théologique. C'est au premier registre que s'intéresse ici l'auteur, et particulièrement à ses considérations sur la technique, la propagande, la révolution et l'écologie. Le renouveau d'intérêt qu'on porte actuellement à Ellul tient beaucoup à son rôle précurseur dans la lutte pour l'écologie. Dès les années 1930, il alerte sur la nécessité de freiner la croissance économique et se fait l'avocat du local contre le national, du droit contre l'arbitraire, des usagers contre l'administration, des petites contre les gros. Vers la fin des années 1960, il se sent en phase avec les orientations libertaires sans renoncer à son enseignement de la pensée marxiste. MD

Éd. *La Découverte*, 2019, 128 p., 10 €

À nulle autre pareille pourrait être la révolution à venir Chroniques 2016-2019

André Bernard



Ce livre rassemble des chroniques qui ont été diffusées par une radio locale à Bordeaux (*La Clé des ondes*) et des articles publiés dans la presse libertaire. Chacun amène une pierre de plus à la réflexion sur les trois centres d'intérêt principaux de leur auteur : la diversité de vues des mouvements libertaires, la désobéissance civile et la non-violence. Le point de départ en est la présentation d'un livre ou d'un auteur. Hormis l'article sur les Gilets jaunes, on n'est jamais dans l'actualité immédiate. 2 ou

3 articles, dont l'hommage à Georges Las Vergnas, ouvrent sur des digressions à tonalité autobiographique. Curieusement dans ces moments, le ton plus personnel et direct questionne la personne qui lit sur son propre itinéraire. Un livre attachant, plein de réflexions et de références, qu'on a envie de conserver à son chevet. MD

Éd. *Atelier de Création Libertaire*, 2019, 240 p., 9 €

Résister au désastre

Isabelle Stengers



Entretien avec Isabelle Stengers, philosophe qui a beaucoup écrit sur l'écologie. Comment elle y est venue, comment elle analyse la montée de nouveaux mouvements. L'héritage de l'altermondialisme, ses dialogues avec d'autres philosophes écolos et/ou féministes, le risque d'effondrement de la société, comment développer une écologie de résistance, où se place l'écologie entre science, art et politique, les écrits inspirants de Guatarri, le décalage énorme que l'on ressent dans l'enseignement, la nécessité d'avoir des pratiques, etc. Parfois un peu ardu, mais stimulant. Postface d'Émilie Hache, autre philosophe qui écrit sur les mêmes sujets. FV

Éd. *Wildproject*, 2019, 96 p., 8 €

Sauver la nuit Comment l'obscurité disparaît, ce que sa disparition fait au vivant, et comment la reconquérir

Samuel Challéat



Samuel Challéat est géographe mais écrit ce livre tout autant en historien pour raconter l'émergence de la notion de pollution lumineuse, la construction patiente d'un "droit à l'obscurité", l'organisation du combat pour sauver la nuit. Il écrit aussi en passionné érudit et en pédagogue rendant limpides les multiples enjeux liés à la nuit. Il défend notamment la mise en œuvre d'un "réseau écologique sombre" qui permettrait, dans une vision non utilitariste de la nature, de sortir la protection de l'environnement des seules aires protégées "pour lui permettre d'innover l'ensemble du territoire". DG

Éd. *Premier Parallèle*, 2019, 296 p., 21 €

1 % Reprendre le pouvoir face à la puissance des riches

Vandana Shiva



Vandana Shiva montre comment un petit groupe de milliardaires avec à leur tête le médiatique Bill Gates, pousse nos sociétés, sous couvert de philanthropie, à accumuler plus. Cette quête

de richesse nécessite une démolition des structures sociales, de la démocratie, impose la destruction de l'environnement à coup de monocultures, de pesticides et d'OGM, etc. La célèbre autrice rappelle son travail de production et d'échange de semences paysannes à travers l'Inde et nous appelle à développer des îlots de résistance, à retisser des liens locaux, à développer notre autonomie. Riche en chiffres, l'ouvrage nomme les personnes et montre l'impuissance des États qui ne possèdent pas la richesse de ces quelques maîtres du monde. MB

Traduction *Agnès El Kaim*, préface *Perrine Hervé-Gruyer*, éd. *Rue de l'Échiquier*, 2019, 180 p., 19 €

Devant l'effondrement Essai de collapsologie

Yves Cochet



L'ex-ministre de l'Écologie et précurseur de la collapsologie réussit le tour de force de consacrer un livre à "l'effondrement global" presque sans évoquer le climat ! Son focus reste l'énergie. Fidèle à son goût pour les pronostics hardis, il consacre toute une partie au "scénario central", le plus probable selon lui. Ce scénario se décompose en trois phases. De 2020 à 2030, "la fin du monde tel que nous le connaissons", de 2030 à 2040, "l'intervalle de survie", de 2040 à 2050, "le début d'une renaissance"... pour la petite moitié de l'humanité qui aurait survécu. Une renaissance sous la forme d'États très simplifiés, à l'échelle de biorégions autonomes. Un scénario parmi une infinité d'autres possibles et qui, notamment faute d'information claire sur la méthode utilisée, ne convainc pas du tout et n'intéresse que de façon superficielle. DG

Éd. *Les Liens qui Libèrent*, 247 p., 2019, 18,50 €

Poésie

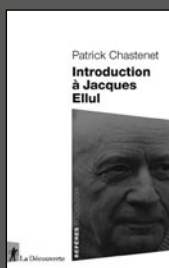
L'étoile d'absinthe Écrits pour le temps des tribulations

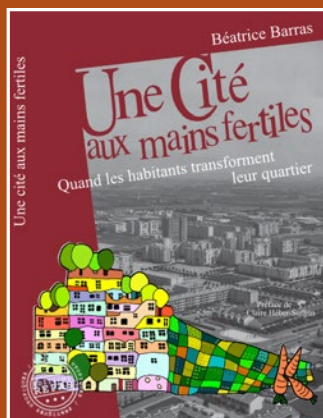
Catherine Lieber



L'étoile d'absinthe annonce dans la bible l'arrivée de l'apocalypse. En russe, Tchernobyl est une espèce d'absinthe... L'autrice déclame ici, en poèmes et en textes, la frayeur qu'un accident comme Tchernobyl peut provoquer, ses conséquences, les mensonges des nucléocrates... et la poursuite du nucléaire malgré Fukushima... Quelques poèmes posent plus largement la question de la destruction de la nature par une certaine catégorie d'humains. Lecture agréable et bien documentée. FV.

Éd. *Yvelinédition*, 2019, 80 p., 13 €





Une cité aux mains fertiles, Quand les habitants transforment leur quartier

Béatrice Barras

Le quartier de Fontbarlettes, à Valence (Drôme) est un grand ensemble mal conçu comme beaucoup d'autres. Il se paupérise peu à peu. Les trafics en tout genre se mettent en place, provoqués par une partie de la population. La peur s'installe. C'est là qu'*Ardelaine*, coopérative qui a relancé la filière laine, ouvre un atelier de couture en 1986. Les deux salariées vivent sur place et constatent l'impuissance des programmes successifs de la politique de la ville. *Ardelaine* réfléchit et propose de ne plus faire "pour" les gens, mais "avec" les gens. Cela commence par l'aménagement d'une cour d'immeuble à l'abandon pour la transformer en terrain de jeux pour les enfants. Mais ce sont les enfants qui vont le construire. À partir de là, plus personne ne dégrade les lieux. L'idée suivante est de faire des jardins en supprimant des parkings trop vastes où des jeunes font des rodéos. Il faut des années pour convaincre la mairie, mais celle-ci accepte finalement. Le succès est immédiat et les écoles commencent à venir suivre des ateliers de jardinage. Au fil des ans, les jardins vont s'agrandir et la mairie va en devenir un fervent soutien quand elle constate que des familles du centre-ville demandent à avoir des parcelles dans le jardin. Aujourd'hui, le quartier a bien meilleure réputation. L'atelier d'*Ardelaine* compte 7 salarié-es et les jardins occupent plusieurs milliers de m². Des ruches ont été installées, et les idées sont encore nombreuses. Un très bel exemple de ce que l'on peut obtenir quand on prend le temps de discuter en faisant du porte à porte et en associant les habitant-es aux décisions. La force du participatif. MB

Éd. Repas, 2019, 164 p., 17 €

dépôt de plainte auprès de la police ("Vous l'avez bien cherché, non ?") même quand c'est une femme qui prend la déclaration. Elle aborde aussi le cas de la gynécologie ou, a minima, les femmes doivent souvent subir des jugements de valeur déplacés. Entre les témoignages, quelques pages expliquent quelles peuvent être les attitudes pour se sortir d'un mauvais pas. Pas toujours évident dans une société où malheureusement l'homme blanc hétérosexuel fait encore trop souvent la loi. FV

Éd. Casterman, 2019, 180 p., 19,50 €

Le commerce des armes : un business comme un autre ?

Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)



328 milliards d'euros. C'est le chiffre d'affaires cumulé des 100 premiers producteurs mondiaux d'armes en 2016. Au vu de cette information, le GRIP s'interroge : "qui vend toutes ces armes ?", "est-ce légal comme commerce ?", "pourquoi est-ce qu'on laisse faire ?". Le GRIP enquête sur les coulisses de la vente d'armes, en dénonçant notamment le rôle de l'État français dans certains conflits armés, comme au Yémen. Et il insiste sur le mythe des armes défensives, qui ne seraient pas utilisées contre les populations locales, mais seulement au service des "gentils". Une BD nécessaire pour compenser le manque de transparence des institutions à ce sujet ! MS

Éd le GRIP, 2019, 65 p., 10 €

Romans

Tous tes enfants dispersés

Beata Umubyeyi Mairesse



Les voix de trois générations d'une même famille se tissent et s'entrecroisent dans ce roman. Celle de Blanche, qui a fui le Rwanda en plein génocide des Tutsis en 1994, celle de sa mère Immaculata, survivante et restée au pays, et celle de son fils Stokely, né en France. La relation entre générations, l'exil et le difficile retour au pays, la mémoire du génocide, le métissage, les rapports coloniaux, la maternité, sont abordés de manière subtile et touchante dans ce premier roman superbement écrit. GG

Éd. Autrement, 2019, 248 p., 18 €

Le tiers-âge

David Buratti-Fayolle



L'action se déroule dans la pré- (ou la post) histoire. Aran et Kaoun, deux jeunes hommes surdoués en rupture de ban se rencontrent, se lient d'amitié et découvrent ensemble le vaste

B.D.

Le vent des libertaires T1/2

Philippe Thirault et Roberto Zaghi



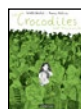
La véritable histoire de Makhno, fils de paysan ukrainien placé dans une famille bourgeoise et que les inégalités vont révolter. Doté d'un fort charisme, il va jouer les Robins des bois. Arrêté, il ne sera pas pendu car pas encore majeur. Libéré de prison par la révolution de 1917, il constituera une armée fonctionnant sur les principes démocratiques anarchistes et luttera contre les Russes blancs tsaristes avant d'être pris en chasse par les Bolcheviks qui ne supportent pas cet esprit libertaire. Un premier

tome qui alterne situation du personnage dans sa jeunesse et à la fin de sa vie, ouvrier en région parisienne. Superbement dessiné. MB

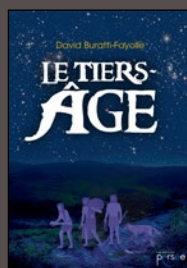
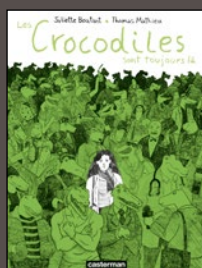
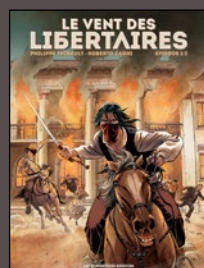
Éd. Les Humanoïdes associés, 2019, 56 p., 14,50 €

Les crocodiles sont toujours là

Juliette Boutan et Thomas Mathieu



Deuxième recueil d'histoires réelles de harcèlement. La bêtise masculine dans toute son horreur. Les harceleurs sont représentés avec des têtes de crocodiles et, nouveauté, on découvre dans ce deuxième tome que parfois des femmes sont complices de ces crimes et délits. Le livre aborde en particulier la difficile épreuve du



monde. En moins de 4 pages, Aran, saisi d'une intuition, domestique un louveteau orphelin qui deviendra leur toutou fidèle. Kaoun, un peu chamman saura soigner son ami victime d'une piqure de vipère. Chemin faisant, ils vont rencontrer une matriarche et une fillette du clan du grand phoque, cela commence à "faire société". C'est drôle, alerte, joyeusement décalé, émaillé de descriptions de paysages magnifiques. MD

Éd. *Persée*, 2019, 141 p., 13,50 €

Jeunes

Vite vite vite !

Clotilde Perrin



Dès 3 ans. Le réveil sonne et l'enfant bondit et file à toute allure pour sortir de la maison, prendre son bus, sauter dans un jet, etc. Mais malgré sa hâte, il loupe son avion. Il peut alors rebrousser chemin en prenant son temps, et voir tout ce qu'il avait manqué en venant, du rayon de soleil à la coccinelle qui flâne, du clapotis des vagues à la tartine du petit déjeuner. Un album qui démarre vite et qui se termine doucement. GG

Éd. *Rue du monde*, 2019, 24 p., 13 €

Le loup en slip T4

Wilfrid Lupano, Mayana Itoiz



Dès 10 ans. Comment le loup qui ne travaille pas peut-il acheter un bon *bo bun* au marché ? Il a sûrement volé les sous. Et le loup de se retrouver en prison pour vol, pendant que la brigade anti-loup enquête pour savoir d'où vient l'argent. Une enquête qui va être un bon prétexte pour les auteurs pour nous interroger sur l'utilité du travail salarié, avec, comme à chaque tome, une chute poétique très originale. Un délice pour les petits et les plus grands. FV

Éd. *Dargaud*, 2019, 40 p., 10 €

Une étrange petite chose noire

Reza Dalvand



Dès 5 ans. Dans une forêt aux couleurs éclatantes, une petite boule noire est apparue. Qu'est-ce que cette étrange petite chose ? Chacun-e y va de son interprétation. Du léopard au corbeau en passant par le renard, tout le monde projette ses propres peurs sur cet être inconnu. De quoi réfléchir avec les plus jeunes sur le rapport à l'étranger et à l'inconnu. Un album aux splendides et poétiques couleurs flamboyantes. GG

Éd. *Rue du monde*, 2019, 32 p., 16 €

Films

Les hirondelles de Kaboul

Zabou Breitman et Éléa Gobbé-Mévellec



Inspiré du livre du même nom, écrit par Yasmina Khadra et paru en 2002, le dessin animé se déroule sous le régime des Talibans, en 1998. Il parle d'amour, d'idéaux, de répression, mais surtout des droits des femmes... Dès la première scène, *Les hirondelles de Kaboul* nous transporte au cœur du sujet. La violence est partout, mais les touches d'espoir qui parsèment le film permettent aux personnages (et aux spectatrices !) de ne pas sombrer dans la résignation. Les trois personnages principaux (un jeune couple, Mohsen et Zunaira, ainsi qu'un gardien de prison pour femme, Atiq) sont attachants. Ils se débattent entre leurs convictions et leur quotidien sous les talibans. Les dessins, les voix et la bande sont doux, ce qui rend l'émotion encore plus grande pour les spectatrices. MS

Les *Armateurs*, 2019, drame/animation, 1h21, France

Pied de Biche

Matthieu Quillet



Les squats se sont multipliés à Dijon depuis une vingtaine d'années. Le plus conséquent a été celui des *Tanneries*. Après des années de lutte, la mairie a accepté de financer l'installation du collectif dans des bâtiments aux normes, avec salle de concert, ateliers et habitations. Cette légalisation pouvait-elle s'accompagner d'un répit ? Non, car les mêmes sont à l'origine de l'occupation des terres maraîchères des *Lentillères* et bloquent de fait un projet de bétonisation pompeusement présenté comme un écoquartier par la mairie (voir le n°474 de *Silence*). Ce film enthousiasmant est complété par un court-métrage *Attendre ou provoquer* qui met en image un texte d'un squatter écrit en 2002. Il comprend enfin de nombreux bonus qui présentent différents moments de la vie des *Tanneries*, des *Lentillères* et même de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Des témoignages précieux. MB

78 mn + 15 mn + une heure de bonus, auto-produit, 2018

Nous avons également reçu... 2/2

Essais

■ **Les Cuivas**, Bernard Arcaud, éd. *Lux*, 2019, 366 p., 25 €. Les Cuivas vivent dans la forêt amazonienne, en Colombie. À la fin des années 1960, l'auteur vit avec eux. Pour les protéger, il ne publiera jamais ses témoignages. Mais ce sera en vain. Comme beaucoup d'autres peuples de cette région, les Cuivas vont être persécutés par les conflits entre guerilleros et paramilitaires, par les compagnies pétrolières. Aujourd'hui, ils sont sédentarisés dans une zone théoriquement protégée, mais où s'entassent de nombreuses autres tribus, leur faisant perdre leur autonomie alimentaire.

B. D.

■ **Mes années hétéro**, Hugues Barthe, éd. *Delcourt/Encrages*, 2019, 190 p., 17,50 €. Dans les années 60, il ne faisait pas bon être homosexuel et Rémi, comme tant d'autres, va se marier et avoir deux enfants avec une femme qui l'aime. Ses amours clandestines vont toutefois provoquer son divorce. Il va vivre alors la dépénalisation de l'homosexualité en 1981 et se mariera après la loi l'autorisant en 2013. Un cas parmi d'autres qui montre bien l'évolution positive de notre société.

■ **Farmhand**, Ti, Rob Guillery, éd. *Delcourt*, 2019, 160 p., 16 €. Jedidah Jenkins est un agriculteur célèbre : il a réussi à produire des plantes portant des mains, des bras... et tout ce qui est nécessaire pour une transplantation humaine facile. Mais cela suscite des jalousies et ses enfants ont bien du mal à comprendre les conflits. Superbement dessinée, une histoire entre OGM et zombies.

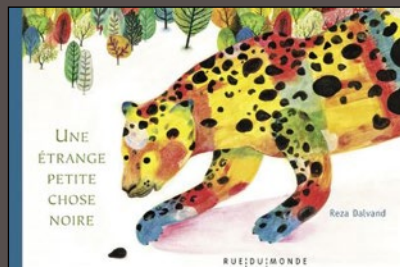
Jeunesse

■ **Le fabuleux voyage d'Aminta Polka**, écrit par Elsa Valentin et interprété par Amandine Thiriet, éd. *3 petits points*, 2018, comédie musicale, livre-audio (CD 74 min), 14,90 €. Également présenté sous forme de spectacle. Chargée d'accompagner "Aglé", une poule sauvée d'un élevage en batterie, dans une ferme-réfuge de Normandie, Aminta est entraînée dans un périple raconté et chanté au son de l'accordéon. De la fantaisie, de l'écologie, de belles amitiés et des chansons ! Pour tous les enfants de 6 à 12 ans.

■ **It**, Catherine Grive, éd. *Gallimard*, 2019, 192 p., 9 €. Dès 13 ans. L'héroïne de ce roman a 14 ans. Au collège tout le monde l'appelle "It", un surnom qui lui va bien, elle qui ne se sent pas à sa place dans son corps et dans son identité sociale de fille. Un récit qui aborde la question du changement de genre.

Film

■ **Artistes de la vie**, documentaire (73 min) réalisé par Pierre Westelynck, France, 2019, produit par l'association "On passe à l'acte" et "Kamea meah" (distributeur du film "En quête de sens"). Le film présente 12 années de rencontres avec des pionniers du vivant qui questionnent le sens du travail. Avec entre autres : Bernard Ronot, agriculteur, Frédéric Lenoir, philosophe, Bruno Marion, physicien, Antonella Verdiani, pédagogue... Objectif : inviter chacun-e de nous à trouver sa "mission de vie" et nous permettre d'entrevoir un 21^e siècle beaucoup moins déprimant que ce qu'on nous annonce tous les jours.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?



Erratum

Dans le numéro 484 de décembre 2019, nous annonçons une série de conférences sur l'écologie au temple protestant de la Margelle à Montpellier! Attention, l'adresse est bien **261** rue du Biterrois et non 361 avenue du Biterrois (parking derrière le centre local des impôts).

Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici la liste des nouveaux venus de cet automne :

- **Ain**
Satoriz Ornex
13 rue de Perruet, ZA La Maladière
01210 Ornex, Tél. : 04 50 13 61 29
- **Isère**
Satoriz Saint-Martin-d'Hères
2/4 avenue Gabriel Péri
38400 Saint-Martin-d'Hères
Tél. : 04 76 63 18 99

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes.** Jean-Paul Pellet - Allier, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mail.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires



Coordination Permanente
MÉDIAS LIBRES



NON-VIOLENCE
XXI
Vos dons pour la non-violence

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 13 et 14 février !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **19 et 20 mars, 16 et 17 avril, 14 et 15 mai, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi 22 janvier (pour le numéro de mars), 19 février (pour le numéro d'avril), 25 mars (pour le numéro de mai), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro de mars, vous avez jusqu'au 29 janvier ; puis jusqu'au 26 février pour le numéro d'avril, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : Comment participer**

Il y a dix ans, en janvier 2010, les salarié-es de Silence étaient déjà occupé-es à construire une société meilleure dans la neige... On espère qu'elle reviendra cette année encore !

Commande : numéros, livres et affiche

Numéros disponibles

- 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires !
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées

- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !
- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- 479 Bébés écolos
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- 482 La planète victime de la mode
- 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- 484 Vers des villes sans voitures
- 485 Le soin, c'est communautaire !

- 486 Le temps de la désobéissance civile

Numéros régionaux

- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire
- 474 Côte-d'Or et Yonne

Indiquez le total de votre règlement
[numéro(s) + abonnement(s) + livre(s) + ...]:

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80 € l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou

nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

Livres



Manuel de transition, 212 p. - 20 €**

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Non-violence dans la révolution syrienne, 120 p. - 9 €*

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.



L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20 €**

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Frais de port : *2,5€ / **5€.

Pour une commande de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

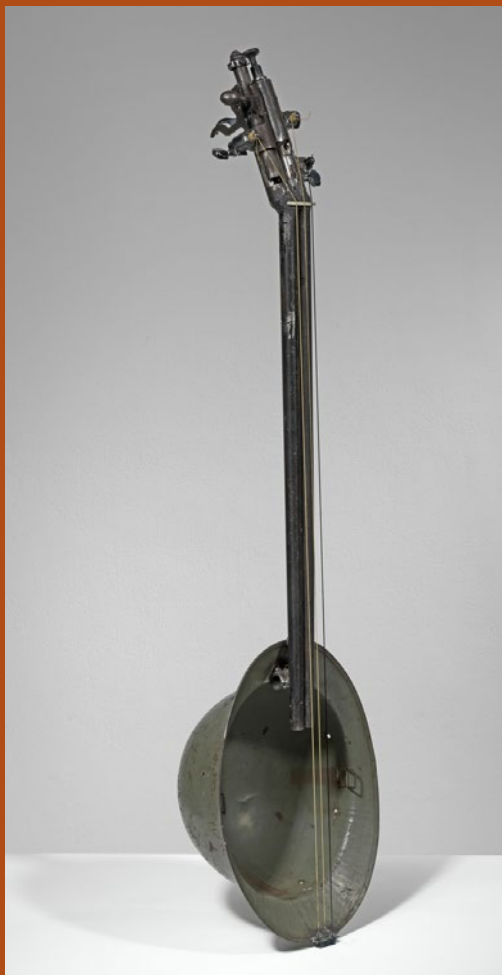
Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Des instruments désarmants

En 2008, l'artiste mexicain Pedro Reyes mène la campagne *Palas por pistolas* (Des pelles contre des pistolets) dans la ville du nord-Ouest du Mexique Culiacán, connue pour son taux élevé de crimes. Il propose aux habitant·es un échange original : leurs armes contre des appareils ménagers. 1 527 armes sont alors récoltées, à partir desquelles 1 527 pelles sont construites... Et 1 527 arbres sont plantés avec ces outils de jardinage. En 2012, Pedro Reyes relance le projet, et innove dans la manière de recycler ces armes. En chef d'orchestre, il transforme ces objets mortels en instruments de musique. C'est le projet *Disarm*.



Pedro Reyes - Imagine/Disarm II (Culiacán, 2012)



Photos : © Pedro Reyes; Courtesy: Lisson Gallery